



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 10 SEPTEMBRE 1910.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3783

Nominations

No 1558 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un syndic d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 1er septembre courant, 1910, de renommer M. Albert W. Sheppard, syndic d'écoles pour la municipalité scolaire dissidente de Sorel, Richelieu. Son terme d'office étant expiré le 30 juin dernier. 3875

No 44 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 1er septembre 1910, de renommer M. François Cyr, commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Alphonse de Caplan, Bonaventure. Son terme d'office étant expiré depuis le 1er juillet 1910. 3871

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 10th SEPTEMBER, 1910

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3784

Appointments

No. 1558 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school trustee.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 1st of September instant, 1910, to reappoint Mr. Albert W. Sheppard, school trustee, for the dissentient school municipality of Sorel, Richelieu. His term of office having expired on the 30th June last. 3876

No. 44 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 1st of September instant, 1910, to reappoint Mr. François Cyr, a school commissioner for the school municipality of St-Alphonse de Caplan, Bonaventure. His term of office having expired since the 1st of July, 1910. 3872

No 896 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 1er septembre courant, 1910, de nommer M. Désiré Begin, commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Joseph de Lévis. 3869

No 1747 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de trois syndics d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 1er septembre courant, 1910, de nommer MM. George Davidson, Charles French et John Sinclair, syndics d'écoles pour la nouvelle municipalité scolaire dissidente de Saint-Rémi d'Amherst, dans le comté d'Ottawa. 3873

No 901 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 1er septembre, courant 1910, de renommer M. Paul Laprade, commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Joseph de Sorel, Richelieu. Son terme d'office étant expiré depuis le 1er juillet 1910. 3867

Proclamation

Canada, Province de } C. A. P. PELLETIER.
Québec. }
[L. S.]

GEORGES V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEIZIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent dix, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le SEIZIEME jour du mois d'AOUT mil neuf cent dix, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-QUATRIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

No. 896 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 1st of September instant, 1910, to appoint Mr. Désiré Begin, a school commissioner for the school municipality of Saint Joseph de Lévis. 3870

No. 1747 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of three school trustees.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 1st of September instant, 1910, to appoint Messrs. George Davidson, Charles French and John Sinclair, school trustees for the new dissentient school municipality of Saint Rémi d'Amherst, in the county of Ottawa. 3874

No. 901 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 1st of September instant, 1910, to reappoint Mr. Paul Laprade, a school commissioner for the school municipality of St. Joseph de Sorel, Richelieu. His term of office having expired on the 1st of July, 1910. 3868

Proclamation

Canada, Province of } C. A. P. PELLETIER.
Quebec. }
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SIXTEENTH day of the month of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and ten, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SIXTEENTH day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and ten, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE that, for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY-FOURTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent dix, et de Notre Règne la première.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

3791

Avis du Gouvernement

No 2700.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 6 septembre 1910.

En conformité des dispositions de l'article 2591 S. R. P. Q., 1909, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet de détacher de la municipalité scolaire dissidente d'Inverness, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton d'Inverness, comté de Mégantic, les Nos. 9, 10, 11 et 12 du chemin Craig, et le No 3 du 10e rang du même canton, et de les annexer à celle de Leeds, dans le même comté.

3877

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 27e jour d'août 1910, constituant en corporation MM. William Herbert Travis Clegg, comptable, Dame Cecilia Charlotte Murray, Dame Alice Davis et Dame Catherine X. Furlong, toutes filles majeures et usant de leurs droits, et Leslie Hale Boyd, avocat et Conseil en Loi du Roi, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de marchands et commerçants de fleurs, plantes, produits horticultures et floraux et faire le commerce de tous les matériaux nécessaires et accessoires d'iceux et de vendre et faire le commerce autrement de tous les articles manufacturés ayant rapport aux dites affaires ;

Construire, acquérir, vendre, louer et mettre en opération des serres, conservatoires et telles autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour les fins de ses affaires ;

Planter, cultiver et vendre toute sorte de fruits, et acheter, hypothéquer les immeubles nécessaires pour les susdites fins et en disposer autrement ;

Acheter, acquérir et prendre comme une affaire en opération, et conduire les affaires, entreprises, biens et propriétés de toute personne ou personnes, société ou sociétés, corporation ou corporations faisant les affaires en tout ou en partie semblables aux affaires de la dite compagnie ou toutes affaires y ayant rapport, y compris la clientèle d'icelles, et de les payer ou pour chacun ou plus d'iceux, en actions acquittées non sujettes à appel du capital total de la compagnie et partie en argent ou autrement, selon qu'il sera convenu et plus particulièrement d'acquérir les affaires maintenant conduites par Dame Cecilia Charlotte Murray, fille majeure et usant de ses droits, de la cité de Montréal, et district de

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY FIFTH day of JULY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and ten, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

3792

Government Notice

No. 2700.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 6th September, 1910.

In conformity with the provisions of article 2591 R. S. P. Q., 1909, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the dissentient school municipality of Inverness, the lots bearing on the official cadastre of the township of Inverness, county of Megantic, the Nos. 9, 10, 11 and 12 of Craig's road, and No. 3 of the 10th range of the same township, and to annex same to that of Leeds, in the same county.

3878

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 27th day of August, 1910, incorporating Mr. William Herbert Travis Clegg, accountant, Dame Cecilia Charlotte Murray, Dame Alice Davis, and Dame Catherine X. Furlong, all filles majeures et usant de leurs droits, and Leslie Hale Boyd, advocate and King's Counsel, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of merchants and dealers in flowers, plants, horticultural and floral products, and to deal in all materials necessary to and accessory of the same, and to sell and otherwise deal in such manufactured articles relating to such business ;

To construct, purchase, sell, lease and operate greenhouses, conservatories, and such other buildings as may be necessary for the purposes of its business ;

To plant, raise and sell all kinds of fruit, and to purchase, hold, hypothecate and dispose of real estate necessary for the purpose therein and otherwise ;

To purchase, acquire and take over as a going concern, and carry on the several businesses, undertakings, assets and properties of any individual or individuals, firm or firms, or corporation or corporations carrying on business wholly or in part similar to the business of the said company, or any business incidental thereto, including the good-will thereof, and to pay for the same or for any one or more thereof, in fully paid up and non assessable shares of the capital stock of the said company and partly in cash, or otherwise, as may be agreed upon, and more particularly to acquire the business presently carried on by Dame Cecilia Charlotte Murray, fille majeure et usant de ses droits, in the city and dis-

Montréal sous le nom et raison de "J. S. Murray", comme une affaire en opération, et de les payer en actions acquittées et non sujettes à appel du capital total de la compagnie, et partie en argent ou autrement, selon qu'il sera convenu ;

Acquérir par achat, bail ou autre titre, et posséder, employer, vendre de temps en temps et pour telle considération que la compagnie jugera à propos, des meubles et immeubles de toute sorte et description, ou en disposer autrement ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou s'amalgamer avec toute personne, société ou corporation pour objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être à propos, ou en disposer autrement ;

Emettre en paiement de tous biens ou droits acquis par la compagnie, par aucun titre ou pour services rendus au moyen de promotion ou autrement des actions acquittées et non sujettes à appel de la compagnie ;

Faire toutes autres affaires semblables, soit manufacturées ou autrement, qui peuvent être utiles aux affaires de la compagnie ou qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduites en rapport aux affaires de la compagnie, sous le nom de "J. S. Murray, Incorporated", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,
3883 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 25^e jour d'août 1910, constituant en corporation MM. Robert Taschereau, avocat et conseil du Roi, Thibaudeau Rinfret, avocat, Rosario Genest, avocat, Joseph Emile Billette, étudiant en droit, et Demoiselle Anna Clément, sténographe, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, échange, bail, ou tout autre titre légal, et posséder, détenir, démolir, embellir, exploiter, arrenter, engager, vendre échanger ou autrement céder des biens meubles et immeubles de toutes sortes et de toute description et droits en ces choses ;

Construire, sur les terrains possédés par la compagnie, ou dans lesquels elle peut être intéressée d'une manière quelconque, ou sur les propriétés de ses clients, des bâtisses devant servir à quelque usage que ce soit, et entretenir, surveiller, exploiter et arrenter, sous-louer, vendre ou autrement disposer de toutes bâtisses ainsi construites et de toutes autres bâtisses possédées ou louées par la compagnie ;

Payer pour toutes propriétés, immunités, privilèges, baux ou droits quelconques acquis par ou pour la compagnie, et pour services rendus et travaux faits pour elle, y compris spécialement la construction de la totalité ou d'une partie des bâtisses érigées par ou pour la compagnie en obligations de la compagnie ou partie en obligations et partie en actions ;

Acquérir l'achalandage, les droits et propriétés de toutes sortes, et acquérir et prendre la totalité ou une partie des biens et engagements de toutes personnes, maison, association ou corporation ayant des pouvoirs semblables à ceux de la présente compagnie et les payer en deniers comptants, actions ou obligations de la présente corporation ou autrement ; se fusionner avec toute compagnie ayant des pouvoirs semblables à ceux de la présente compagnie, aux clauses et conditions qui pourront être convenues ;

trict of Montreal, under the firm name of "J. S. Murray", as a going concern, and to pay for the same in fully paid up and non-assessable shares of the capital stock of the company, and partly in cash, or otherwise, as may be agreed upon ;

To acquire by purchase, lease or other title, and to hold, use, sell or otherwise dispose of from time to time and for such consideration as the company may think fit, real and personal property of every kind and description ;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, or to amalgamate with any individual, firm or corporation for objects altogether or in part, similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable ;

To issue in payment of any property or rights acquired by the company, by any title or for services rendered by way of promotion or otherwise, fully paid up and non-assessable shares of the company ;

To carry on any other similar business whether manufacturing or otherwise, which may be useful for the business of the company, or which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business of the company, under the name of "J. S. Murray, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of August, 1910.

JOS. DUMONT,
3884 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 25th day of August, 1910, incorporating Messrs. Robert Taschereau, advocate and Kings' counsel, Thibaudeau Rinfret, advocate, Rosario Genest, advocate, Joseph Emile Billette, law student, and Miss Anna Clément, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title and to possess, hold, demolish, embellish work, rent, engage, sell, exchange or otherwise make over moveable and immoveable property of all kinds and descriptions or rights or things ;

To construct on the lands belonging to the company or in which it may be interested in any way whatever or in the property of its clients, buildings to be used for any purposes whatever and maintain, superintend work and rent, sub-let, sell and otherwise dispose of all buildings so constructed and of all other buildings owned or leased by the company ;

To pay for all properties, immunities, privileges, leases or rights whatsoever acquired by or for the company and for services rendered and work done for it therein specially included, the construction of the whole or part of the buildings erected by or for the company in the bonds of the company or partly in bonds and partly in shares.

To acquire the custom, rights and properties of all sorts and to acquire and take the whole or part of the property and undertakings of all persons, firms, association or corporation having powers similar to those of the present company and to pay for them in cash shares or bonds of the present corporation or otherwise ; to unite with any company having powers similar to those of the present company on the clause and conditions which shall be agreed upon ;

Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera décidée de temps à autre ;

Agir en qualité d'agents aux fins de vendre, louer, gérer ou administrer des immeubles, et faire payer des commissions pour ses services ;

Faire des avances de deniers, garantir les entreprises ou aider autrement les clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et acquiescer et détenir des valeurs de toutes sortes, mobilières ou immobilières pour dettes, engagements et obligations dues à la compagnie ;

Exercer l'industrie de constructeurs et entrepreneurs et fournisseurs de matériaux ;

Rémunérer par paiements en deniers comptants, ou par l'émission d'actions acquittées de la compagnie, ou par ses obligations ou débetures, ou de toute autre manière, toute personne ou corporation pour services rendus en plaçant, ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie, ou de toutes obligations ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie ou autrement ;

Contracter des emprunts sur son crédit ou en rapport avec ses placements au moyen d'émission de bons, obligations ou autrement ;

Faire des prêts hypothécaires et généralement toutes transactions particulières aux maisons de crédit ;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables ou propres à l'accomplissement des fins ou pour atteindre les objets ci-dessus énumérés ou qui pourraient paraître profitables à la corporation, à quelque époque que ce soit, et en général exercer toute autre industrie que la corporation croirait pouvoir exercer convenablement en rapport avec les objets ci-dessus ou pouvant augmenter la valeur ou rendre profitables les droits ou biens de la compagnie ;

Les objets et pouvoirs spécifiés et contenus aux divers paragraphes et clauses des présentes ne seront limités ni restreints d'aucune manière, par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe ou clause que ce soit, sous le nom de "La Compagnie d'Immeubles Le Foyer", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,

3765.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour d'août 1910, constituant en corporation MM. Antoni Lesage, gérant, de Montcalmville, Joseph Fraser, comptable, de Québec, J. Arthur Lesage, agent d'affaires, de Montcalmville, Henri G. Fraser, comptable, de Québec, Xavery Lesage, commis, de Québec, P. Alex. Boutin, agent d'assurance, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire des prêts sur biens mobiliers ou sur biens immobiliers, et dans ce but, contracter avec toutes personnes recommandables, et organiser un système de prêts par lequel les personnes qui paieront un droit d'entrée et une contribution mensuelle fixés par la compagnie auront, en suivant l'ordre numérique de leurs contrats respectifs, le droit d'emprunter de la compagnie une somme de mille piastres par contrat, aussitôt qu'une pareille somme provenant des contributions mensuelles, sera accumulée, au nom de la compagnie, pour former un fonds spécial destiné aux prêts, dans une banque légalement constituée au Canada ;

Faire des contrats avec toutes personnes recommandables à l'effet ci-dessus, établir le montant des

To invest and dispose of the funds of the company which are not immediately required, in a manner which shall be decided from time to time ;

To act as agents for the purpose of selling, leasing, managing and administering immovable property and have commissions paid for its services ;

To make advances in cash, to guarantee the undertakings and otherwise assist clients and others having business relations with the company and to acquire and hold values of all sorts, moveable and immovable for debts, engagements and obligations due the company ;

To carry on the business of builders and contractors and furnishers of material ;

To compensate by payments in cash or by the issues of paid up shares of the company, or by its bonds or debentures or in any other way every person or corporation for services rendered in disposing of or in assisting in the disposal of or in securing the disposal of part of the capital stock of the company, or of all obligations or other values of the company or relating to the formation or promotion of the company or otherwise ;

To contract loans on its credit or in connection with its investments by means of the issue of bonds, obligations or otherwise ;

To make hypothecary loans and generally to effect all transactions particular to trust company ;

To do all things necessary, suitable or proper to the accomplishment of the purposes or to attain the objects above set forth or which might appear to be profitable to the corporation at any time whatever and generally to carry on any other business which the corporation may consider itself empowered to properly carry on in connection with the above objects or capable of increasing the value of making profitable the rights or the property of the company ;

The objects and powers specified and contained in the various paragraphs and clauses of these presents shall not be limited nor restricted, in any way, by inform or deduction, by the terms of any other paragraph or clause whatever, under the name of "La Compagnie d'Immeubles, Le Foyer", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of August, 1910.

JOS. DUMONT,

3766

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of August 1910, incorporating Messrs. Antoni Lesage, manager, of Montcalmville, Joseph Fraser, accountant, of Québec, J. Arthur Lesage, of Montcalmville, business agent, Henri G. Fraser, accountant, of Québec, Xavery Lesage, clerk, of Québec, P. Alexandre Boutin, insurance agent, of the city of Québec, for the following purposes :

To make loans on all moveable or immovable property and with this object, to arrange with all commendable persons and to organize a system of loans by which persons, who will pay an entrance fee and a monthly contribution fixed by the company, shall, in the numerical order of their respective agreements, have the right to borrow from the company a sum of one thousand dollars by contract, whenever a similar amount arising from the monthly contributions, shall have accumulated in the name of the company to form a special fund intended for loans in a legally constituted bank of Canada ;

To make agreements with all commendable persons for the above purpose, to fix the amount of

contributions mensuelles, la proportion d'icelles que la compagnie pourra garder pour payer les frais d'administration et pour créer un fonds de réserve ;

Stipuler les garanties qui pourront être exigées pour le remboursement du prêt, le mode, le montant et les versements de ce remboursement, en déduisant toutefois les sommes qui auront été versées par le sociétaire avant l'échéance de son contrat, et en général insérer dans tout contrat, toute disposition de nature à faciliter et garantir les affaires de la compagnie, dans les limites de la loi ;

Disposer des prêts remboursés de la façon indiquée par la compagnie ;

Acquérir toutes propriétés qui peuvent être nécessaires pour les fins de ses affaires et en disposer, en tout ou en partie, emprunt de l'argent, hypothéquer ses immeubles et, en général posséder tous les pouvoirs généraux des corporations en vertu de la loi, sous le nom de " Le Prêt Populaire Limité ", avec un capital total de deux mille piastres (\$2,000.00), divisé en deux cents (200) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'août 1910.

3745.2

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 22^e jour d'août 1910, constituant en corporation MM. Elzéar Bélanger, commis, Philibert Bélanger, rentier, Rosanna Beaudin, rentière, Mme veuve Honorius Beaudin, rentière, et Henri Beaudin, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'immeubles et courtiers, financiers en général, entreprises d'investigations, évaluations, ventes, échanges, subdivisions et autres semblables, et de louer des propriétés et de percevoir les rentes ; aussi faire des ventes à l'encan de meubles et d'immeubles, sujettes aux lois des licences ;

Faire en général les affaires de placements et de finances, acheter, vendre, assumer et en général faire le commerce de stocks, obligations, débetures et autres garanties offertes à eux pour souscription publique, et négocier des prêts pour leur propre compte, en qualité de courtiers, agent et gérants pour autres garantis ;

Faire les affaires de courtiers et agent d'assurance, promouvoir, organiser, conduire et diriger ou réorganiser et amalgamer ou être la cause d'amalgamer toutes sociétés, associations, syndicats ou corporations ;

Acheter, louer, vendre des actions de mines et de vendre ou échanger des mines, systèmes hydrauliques, limites, systèmes d'éclairage électriques, ou licences et lots de rivières, privilèges, pouvoirs et droits ou tous les intérêts y ayant rapport et les développer et utiliser, et manufacturer, et faire commerce des produits d'iceux ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoints, concession réciproque ou autrement avec toutes personnes ou compagnies faisant ou engagées à faire ou sur le point de faire ou engagées à faire toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée à faire, garantir les contrats ou autrement aider toutes telles personnes ou compagnies et de prendre ou acquérir autrement des actions et garanties pour toutes telles compagnies, et de vendre, posséder, émettre de nouveau, avec ou sans garantie ou en faire le commerce autrement, vendre, louer, la propriété, et entreprendre de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telles considérations que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, dé-

the monthly contributions, the proportion of the same which the company should keep to pay the costs of administration and to create a reserve fund ;

To stipulate the securities which should be exacted for the repayment of the loan, the method, amount and payment of this repayment, by deducting however the amounts which shall have been paid by the member before the expiration of his agreement and generally to enter in all contracts all provisions and conditions to facilitate and secure the affairs of the company within the limits of the law ;

To dispose of repaid loans in the manner directed by the company ;

To acquire all properties which may be necessary for the purposes of its business and to dispose of the same in whole or in part ; to borrow money, to hypothecate its immovable property and generally to have all the usual powers of corporations in virtue of the law under the name of " Le Prêt Populaire Limité ", with a total capital stock of two thousand dollars (\$2,000.00) divided into two hundred (200) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of August, 1910.

3746

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of August, 1910, incorporating Messrs. Elzéar Bélanger, clerk, Philibert Bélanger, gentleman, Rosanna Beaudin, an annuitant, Madame widow Honorius Beaudin, an annuitant and Henri Beaudin, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes :

To do a real estate business and generally that of a broker and banker to undertake investigations, valuations, sales, exchanges, partitions and other similar affairs, and to lease properties and to receive the rents ; also to make sales by auction of moveables and immoveables, subject to the license act ;

Generally to do an investment and financial business, to buy, sell, assume and generally carry on a business in stocks, obligations, debentures and other securities offered them for public subscription and negotiate loans on their own account as brokers agents and managers for others, and securities ;

To do the business of brokers and insurance agents ; to promote, organize, manage and direct or reorganize and amalgamate or be the cause of amalgamating all societies, associations, syndicates or corporations ;

To buy, lease and sell mining shares, to sell or exchange mines, hydraulic systems, limits, systems of electric lighting or licenses and river lots, privileges, powers and rights or all interests relating thereto and develop and utilize them and manufacture and do business with the products of the same ;

To enter into partnership or any arrangement for the division of profits, the union of interests, cooperation, joint risk, reciprocal concessions or otherwise with all persons or companies doing or about to do or on the point of doing or engaging every business and transaction which this company is authorized to do or engage in doing, to guarantee the contracts or otherwise assist all such persons or companies and to take and to acquire otherwise shares and securities for all such companies, and to sell, possess, reuse, with or without security or otherwise do business in the same, to sell and lease the property and undertakings of the company or any part for such considerations as the company shall think proper and particularly for shares, debentures, shares of mining companies, obligations

bentures, actions de compagnies minières, obligations ou garanties de toutes autres compagnies, ou en disposer autrement ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, cautions et autres instruments négociables et transférables, et prêter de l'argent aux clients et autres ayant des affaires avec la compagnie ;

Émettre et assigner comme stock acquitté de la compagnie, en paiement ou partie de paiement de toutes affaires, franchises, entreprise, droits, pouvoirs, privilèges, bail, licences, contrats, immeuble, stock, stock minier, obligations et débentures ou autre propriétés, ou droits qu'elle peut légalement acquérir, sous le nom de "Beaudin & Compagnie, Incorporé", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ci-é de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,

3755.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'août 1910, constituant en corporation MM. James Granger Tucker, avocat, de Mont Clemens, Frank Spencer Philbrick, gentilhomme, de Port Huron, dans l'état du Michigan, E. U. A., Joseph Nadeau, cultivateur, de Black Lake, Charles Auguste Chauveau, et Adjutor Rivard, avocats, de la ci-é de Québec, dans les buts suivants :

Chercher et explorer des mines et minéraux ;

Faire toutes opérations par lesquelles ont peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter, de quelqu'autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques ; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout autre intérêt en icieux, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir, exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électrique et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts e: hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

Exercer tous les pouvoirs énumérés dans les articles 6735 à 6741 des statuts refondus de la province de Québec, 1909, en la manière y prescrite ;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers ;

Construire, acquérir posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits ;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, débentures, ou autres valeurs émis par une compagnie minière et les garder ou en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette loi, et les payer, au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes ;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peu-

or securities of all other companies of otherwise dispose of the same.

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, acknowledgements securities and other negotiable and transferable instruments and to lend money to its clients and others having business with the company ;

To issue and assign as paid up stock of the company, in payment or part payment of all business, franchises, undertaking, rights, powers, privileges, lease, licenses, contracts, immoveable property, stock, mining stock, obligations, debentures or other property or rights which it may legally acquire, under the name of "Beaudin & Compagnie Incorporé", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of August, 1910.

JOS. DUMONT,

3756

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing dated the 23rd day of August, 1910, incorporating Messrs. James Granger Tucker, attorney, of Mont Clemens, Frank Spencer Philbrick, gentleman, of Port Huron, in the state of Michigan, U. S. A., Joseph Nadeau, farmer, of Black Lake, Charles Auguste Chauveau, and Adjutor Rivard, advocates, of the city of Quebec, for the following purposes :

Prospect and explore for mines and minerals ;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purposes of extracting any minerals whatever, be mined, dug for, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof ;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patents rights connected with the aforesaid purposes ;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flums, canals, water-powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations ;

Exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741 in the manner therein prescribed, in the revised statuts of the province of Quebec, 1909 ;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen ;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products ;

Receive in payment for mineral, lands, merchandise or work, shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, and hold the same or dispose thereof ;

Acquire the assets, enterprise property, privileges franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this act may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto ;

Do all such acts and operations as are necessary to those above mentioned, or which may facilitate

vent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation ;

Emettre et donner des actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement d'aucune affaire, franchise, entreprise, pouvoirs, bail, licence, immeuble, stock, propriété, bons et débetures qu'elle peut légalement acquérir ;

Exercer tous les pouvoirs énumérés dans la loi des compagnies de Québec, étant les articles 6002 à 6091 des statuts refondus de la province de Québec, 1909, spécialement, d'emprunter de l'argent, hypothéquer ou engager ses propriétés, et émettre des bons, débetures ou autres garanties de la compagnie ;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour ses actions ;

Promouvoir ou aider à promouvoir et devenir actionnaire dans aucune compagnie auxiliaire ou alliée qui exerce ou a pour effet l'opération d'aucune affaire semblable ou analogue à celle exercée par cette compagnie, et entrer en aucune convention ou formation de société, pour le partage des profits, union d'intérêt ou amalgamation ou autrement avec aucune autre personne, maison de commerce, association ou compagnie faisant ou engagée ou étant sur le point de faire ou s'engager dans aucune affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire, et de prendre des actions en garantie de toute telle compagnie, de les garder ou de les vendre ;

Vendre le tout ou aucune partie de l'actif de la compagnie à aucune personne ou autre corporation, sous le nom de "Michigan Asbestos Chrome Company", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq cent mille (500,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,

3775.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 23e jour d'août 1910, constituant en corporation MM. William Joseph O'Leary, marchand, Henry Maurice Scott, ingénieur, John William Pilcher, gérant, Francis Ethelbert McKenna, notaire public, et Robert Henry Teare, commis, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Agir comme agent ou pour son propre compte pour emmagasiner, acheter, vendre, louer, échanger, faire le commerce de manufacture, ou réparer les automobiles neufs ou de seconde main ;

Acheter et vendre tout le matériel nécessaire à ces manufactures, et d'acquérir par achat ou manufacturer le matériel, fournitures, machineries et autres articles utiles ou nécessaires pour l'usage et en rapport avec et en égard aux affaires, manufacture et vente comme susdites, et tous les accessoires et choses y afférentes et nécessaires aux garages d'automobiles ;

Acquérir, posséder, vendre, louer, améliorer, et autrement faire le commerce, et disposer d'immeubles, manufactures, lettres patentes d'inventions et marque de commerce qui peuvent être utiles ou nécessaires pour les fins du dit commerce ;

Vendre ou disposer de tout ou partie des affaires de la compagnie, lettres patentes d'inventions et marques de commerce, et de recevoir et posséder en échange, des actions, bons, garanties, argent, ou autres considérations ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter, et émettre des billets promissoires, lettres d'échange, connaissances, débetures et autres instruments négociables ou transférables ;

Distribuer en espèces ou autrement aucune partie

the attainment of the objects for which it was incorporated ;

Issue and allot as fully paid up shares of the company in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, powers, lease, license, real estate, stock, property, bonds and debentures which it may lawfully acquire ;

Exercise all the powers enumerated in the Quebec Company Act, being articles 6002 to 6091, of the revised statutes of the province of Quebec 1909, especially to borrow money, hypothecate or pledge its properties, and issue bonds, debentures or other securities of the company ;

The shareholders not to incur any personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agree to be paid to the company for its shares ;

To promote or assist in promoting, and to become a shareholder in any subsidiary or allied company, which carries on or has for its object the operation of any business similar or cognate to that carried on by this company, and to enter into any agreement or arrangement of partnership, sharing profits, union of interest or amalgamation or otherwise with any other person, firm, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on, and to take shares and securities of any such company and to hold and sell same ;

To sell out the whole or any part of the assets of the company to any person or other corporation, under the name of "Michigan Asbestos & Chrome Company" with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five hundred thousand (500,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of August 1910.

JOS. DUMONT,

3776

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 23rd day of August, 1910, incorporating Messrs. William Joseph O'Leary, merchant, Henry Maurice Scott, engineer, John William Pilcher, manager, Francis Ethelbert McKenna, notary public, and Robert Henry Teare, clerk, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To act as agents or principals in storing, buying, selling, leasing, exchanging, dealing in manufacturing or repairing of new or second hand automobiles ;

To buy and sell all material for such manufacture and to acquire by purchase or manufacture all materials, supplies, machinery and other articles convenient or necessary for use in connection with and carrying on the business, manufacture and sale as aforesaid, and of all accessories and things appertaining thereto or to automobile garages ;

To acquire, buy, hold, sell, lease, improve and otherwise deal in and dispose of real estate, manufactories, letters patent of invention and trade marks as may be necessary or convenient in carrying on said business ;

To sell or dispose of the whole or any portion of the company's business, letters patent of invention and trade marks and to receive and hold in exchange therefor stocks, bonds, securities, cash or other consideration ;

To draw, mark, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, debentures and other negotiable or transferable instruments ;

To distribute in specie, in kind or otherwise as

de l'actif de la compagnie parmi ses membres, suivant qu'il en aura été décidé ;

Demander, obtenir, enrégistrer, acheter, louer ou acquérir autrement, posséder, employer, mettre en opération, introduire et vendre, céder, louer ou disposer autrement de toutes marques de commerce, noms de société, patentes d'inventions, améliorations et procédés utilisés en rapport avec et protégés par lettres patentes de la Puissance du Canada ou ailleurs, ou autrement, et d'employer, exercer, développer, accorder des licences, ou autrement se servir des dites marques de commerce, patentes, licences, procédés, propriétés, droits et toutes autres choses semblables ;

Etablir et maintenir des remises et garages pour automobiles, fournir et avoir des automobiles pour le transport des passagers et des marchandises ;

Faire les affaires générales d'entrepôts ;

Faire toutes autres affaires (manufacturières ou autres), qui peuvent paraître à la compagnie capable d'être conduites convenablement en rapport avec ses affaires ou objets, ou calculés directement ou indirectement à rendre profitables les propriétés et droits de la compagnie ;

Tenir des expositions, courses, spectacles en rapport avec automobiles et moteurs-véhicules ;

Prélever et aider à prélever des argents pour et aider au moyen de primes, avances d'argent, promesses, endossements, garanties ou autrement, toutes corporations dans lesquelles la compagnie a des actions ou avec lesquelles elle peut faire des affaires, agir pour son propre compte, comme agent ou gérant des dites corporations, et de garantir l'exécution des engagements de celles-ci, ou par aucune personne ou personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopérations, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou personnes, compagnie ou corporation faisant ou engagée ou étant sur le point de faire ou d'être engagée dans aucune affaire ou transaction capable d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie ;

S'unir avec aucune personne ou personnes, compagnie ou corporation, ou acquérir l'achalandage, etc., d'aucune personne ou personnes, compagnie ou corporation engagée dans un commerce identique à celui que cette compagnie est autorisée à faire ;

Acheter ou autrement acquérir, tenir et posséder des actions, bons, débetures et autres garanties dans toute autre compagnie et d'en payer le prix en argent ou partie en argent, et de répartir et émettre des actions payées de la compagnie en paiement ou partie de paiement d'iceux, et de les vendre ou d'en faire le commerce ;

Acheter ou autrement acquérir, tenir, hypothéquer, louer, vendre ou disposer de la propriété et de l'actif de la compagnie ou aucune partie d'icelle, pour telle considération qu'elle le jugera à propos ;

Acheter ou autrement acquérir, et entreprendre toute ou aucune partie de l'actif, des affaires, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations de toute personne ou compagnie faisant en tout ou en partie des affaires semblables à celles que cette compagnie est autorisée à faire, ou en possession de propriétés convenables pour les dites fins, et d'en payer le prix en argent, actions libérées ou parties libérées de la compagnie ou par le transport de bons ou autrement ;

Emettre aucune partie du capital-action de la compagnie comme actions libérées et non sujettes à appel en paiement de toute propriété mobilières ou immobilières ou de tous autres biens acquis ou loués, ou en paiement de franchises acquises par elle ou pour toute autre considération que les directeurs jugeront suffisantes ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires propres à atteindre les objets nécessaires à la réalisation des fins pour lesquelles la

may be resolved any assets or property of the company among its members ;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, use, operate, and introduce and to sell, assign, lease or otherwise dispose of any trade marks, trade names, patents, inventions, improvements and processes used in connection with or secured under letters patents of the Dominion of Canada or elsewhere, or otherwise, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account any such trade marks, patents, licenses, processes and the like, or any such property or rights ;

To establish and maintain an automobile livery and garage, and to furnish, supply and run automobiles for the conveyance of passengers and goods ;

To carry on a general storage business ;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or objects of the company, calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights ;

To hold exhibitions, races and shows in connection with automobiles and motor vehicles generally ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, cash advances, promise, endorsement, guarantee or otherwise, any corporation in the capital stock of which the company holds shares or with which it may have business relation and to act as employer, agent or manager of any such corporation, and to guarantee the performance of contracts by and any such corporation or by any person or persons with whom the company may have business relations ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union or interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or persons, company or corporation, carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To amalgamate with any person or persons, company or corporation, or to acquire the good will, etc., of any person or persons, company or corporation engaged in any business which this Company is authorized to carry on ;

To purchase and otherwise acquire, hold and own shares of stock, bonds debentures or other securities in any other corporation, and to pay for the same in cash or partly in cash and to allot and issue fully up shares of the company in payment or part payment thereof and to sell or otherwise deal with the same ;

To purchase and otherwise acquire, hold, mortgage, hypothecate, lease, sell or otherwise dispose of the property and assets of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit ;

To purchase or otherwise acquire, and undertake all or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities or any person or company carrying on in whole or in part business similar to the business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes thereof, and to pay for the same in cash, paid up shares or partly paid up shares of the company, or by transfer of bonds or otherwise ;

To issue any part of the stock of the company as fully paid up and non-assessable stock in payment of any property, real and personal, moveable or immovable, or other assets acquired or leased by the company, or in payment of franchises acquired by it or for any other consideration which may be deemed sufficient by the directors of the company ;

To do all acts, exercise all powers and carry on all business incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated or

compagnie est incorporée, sous le nom de "Montreal Garage, Limited," avec un capital total de quatre-vingt-dix mille piastres (99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,

3855.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public u'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'août 1910, constituant en corporation MM. William Langford et William Arthur Russell Langford, surintendants, de Montmorency Falls, John H. Davidson, expéditeur de trains de chemin de fer, Alphonse Guérette, gérant, de la cité de Québec, et Henry Langford, imprimeur, de la cité d'Ottawa, dans les buts suivants :

Manufacturer, louer, vendre, acheter, importer, exporter ou autrement disposer et faire le commerce d'appareils et accessoires de photographie en général et de pellicules pour les machines de vues animées, et faire l'échange de ces objets avec autres compagnies ;

Importer, exporter, acheter, vendre, louer, manufacturer et faire le commerce d'aucunes machines, appareils, accessoires, outils, inventions et fournitures ayant rapport à aucun procédé photographique, ou en disposer autrement ;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, employer, louer et faire le commerce d'instruments, appareils, substances ou procédés ayant rapport à la chimie, la lumière, l'optique, l'électricité, l'acoustique, la photographie et à la mécanique, et en disposer autrement ;

Posséder, louer, exploiter et faire le commerce de théâtres et places d'exhibitions ou des vues photographiques de toutes sortes, animées ou non, sont données comme partie des choses exhibées, ou en disposer autrement ;

Acquérir, et entreprendre la clientèle, les affaires, droits et propriétés de toutes sortes, d'aucune personne, maison de commerce, société ou corporation engagé dans des affaires semblables, et d'en payer le prix en argent, en actions de cette compagnie, bons ou autrement ;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou acquérir autrement et de garder, posséder, employer, mettre en opération, introduire et vendre, céder ou en disposer de quelque manière que ce soit, accorder des licences ou utiliser pour son propre compte, des formules, procédés, secrets, marques de commerce, noms de société, marques spéciales et droits analogues, ainsi que droits d'auteurs, toutes inventions, améliorations et procédés protégés ou non par lettres patentes de la puissance du Canada ou ailleurs, étant nécessaires et utiles pour ses dites affaires ;

Acheter ou autrement acquérir et tenir, vendre, céder, transférer, échanger, faire le commerce ou disposer autrement de bons, débetures, obligations, garanties ou reconnaissance de dettes ou actions du capital d'aucune corporation et durant la possession de ces actions, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété ;

Posséder, acheter et transporter des meubles et immeubles, d'ériger ou acquérir autrement, des manufactures, entrepôts, agences, dépôts et des bâtiments pour expositions, ainsi que des terrains ;

Faire toutes les actes et opérations nécessaires et utiles pour la réalisation d'aucuns des objets ci-dessus énumérés.

Les affaires de la compagnie devant être exercées dans la province de Québec, sous le nom de "The Unique Theatre & Film Exchange Company, Limited", avec un capital total de dix mille piastres

necessary to enable the company to carry on its undertaking, under the name of "Montreal Garage Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of August, 1910.

JOS. DUMONT,

3856

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of August, 1910, incorporating Messrs. William Langford, superintendent, William Arthur Russell Langford, superintendent, of Montmorency Falls, John H. Davidson, train dispatcher, Alphonse Guérette, manager, of the city of Quebec, and Harry Langford, printer, of Ottawa, for the following purposes :

To manufacture, sell, lease, purchase, import, export or otherwise dispose of and deal in photographic apparatus and generally photographic appliances, attachments and supplies films for moving pictures machines, and exchange the same with other companies ;

To import, export, purchase, sell, lease or otherwise dispose of and manufacture and deal in any machinery, apparatus, appliances, attachments, tools, devices and supplies relating to any process of photography ;

To manufacture, purchase, sell, import, export, use, lease or otherwise dispose of and deal in any instruments, apparatus, substances, or process relating to chemistry, light, optics, electricity, acoustics, photography and mechanics ;

To own, lease, operate or otherwise dispose of and deal in theatres and places of exhibition in which photographs of any kind, animated or otherwise, are projected as part of the exhibition ;

To acquire and undertake the good will, business, rights and property of all kinds, of any person, firm, association or corporation engaged in a like business and to pay for the same in cash, stock of this company, bonds or otherwise ;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, own, use, operate, introduce and sell, assign or otherwise dispose of and to grant licenses in respect of or otherwise to turn to account, such formulas, secret processes, trade marks, trade names, and distinctive marks and rights analogous thereto, and copyrights, and such inventions, improvements and processes covered or not by letters patent of the Dominion of Canada, or elsewhere, as may be needful or appropriate to its said business ;

To purchase or otherwise acquire and hold, sell, assign, transfer, exchange, deal in or otherwise dispose of bonds, debentures, obligations, securities or evidence of indebtedness or shares of the capital stock of any corporations, and while the owner of any such capital stock to exercise all the rights, powers and privileges of ownership ;

To hold, purchase and convey real and personal property and to erect or otherwise acquire factories, warehouse, agencies, depots and exhibition buildings or space ;

To do all and everything necessary, needful or appropriate to the accomplishment or attainment of any of the objects hereinbefore enumerated ;

The operations of the company are to be carried on throughout the province of Québec, under the name of "The Unique Theatre & Film Exchange Company, Limited", with a total capital stock of ten

(\$10,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,

3819.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour d'août 1910, constituant en corporation MM. Thomas Bellemare, Francis M. Smith, industriels, de Sainte-Thérèse de Blainville, J. Rodolphe Forget, industriel, Charles Gauthier, aubergiste, Rodrigue Deschambault, banquier, Edouard Marchand, greffier, Stanislas Desormeaux, embouteilleur, et Joseph Camille Lemoyne DeMartigny, avocat, de la ville de Saint-Jérôme, dans les buts suivants :

Manufacturer, importer, acheter, vendre, échanger, réparer, accorder et louer des pianos, orgues, harmoniums, instruments de musique de tous genres et appareils pour jouer des instruments de musique et manufacturer et louer et vendre tout ce qui se rattache au commerce des instruments de musique ;

Manufacturer et vendre des gramophones, des records de gramophones, et toutes pièces, accessoires, inventions et appareils y appartenant, ou de quelque manière reliée à des instruments de musique, accessoires de musique et gramophones ou machines parlantes ;

Manufacturer et faire le commerce d'ameublements artistiques et de ménage, machines à coudre, moteur et autre machinerie ;

Acheter, prendre à son nom et continuer comme industrie active le commerce aujourd'hui exercé et établi ou à être exercé et établi par toute corporation, compagnie, société, ou personne, comme marchands et fabricants de pianos, etc., y compris les immeubles, fonds de commerce, clientèle et tous les biens que ce soit de la dite compagnie, corporation, société ou personne, et les payer en deniers comptants, en obligation ou en actions acquittées de la présente compagnie ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et construire, posséder, conduire et entretenir des salles de concert, salles de musique, salles de vues animées, et salles de lecture, et généralement procurer des amusements, et passer des contrats avec toute personnes ou personnes pour faire des conférences, pour chanter ou pour jouer ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et construire, posséder, et entretenir des studios et salles pour enseigner la musique, le chant, la peinture et autres arts, et fournir et procurer l'instruction dans ces arts ;

Exercer l'industrie d'imprimeurs et d'éditeurs, et d'agents de publicité ; plus particulièrement l'industrie d'imprimeurs, d'éditeurs et d'annonceurs de musique, et conclure des arrangements avec les compositeurs et autres personnes au sujet de droits d'auteur, de permis ou de droits de publier ;

Agir en qualité d'agents pour d'autres, pour la vente par toute la province et ailleurs d'instruments de musique, de musique, d'appareils et d'accessoires de musique, soit à commission ou autrement ;

Exercer, en tant que la chose sera nécessaire pour les fins de la compagnie, le commerce de charretiers, expéditeurs, déménageurs et de facteurs, et avoir ou louer et employer toutes sortes de véhicules, mus par l'électricité ou autrement, et tout l'équipement nécessaire à ce commerce ;

Se fusionner avec toute personne, personnes, société ou compagnie engagée dans une industrie identique, disposer de tous les biens de la présente compagnie, subordonnement aux dispositions de la loi des compagnies et aussi pareillement en disposer, pour augmenter le capital-actions de la compagnie, et acheter ou acquérir tout intérêt ou contrôle dans tout commerce d'une nature semblable, et les payer en deniers comptants, obligations ou actions acquittées de la présente compagnie ;

thousand dollars (\$10,000.00), divided into two thousand (2000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of August, 1910.

JOS. DUMONT,

3820

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the twenty sixth day of August, 1910, incorporating Messrs. Thomas Bellemare, Francis M. Smith, manufacturers, of Sainte Thérèse de Blainville, J. Rodolphe Forget, manufacturer, Charles Gauthier, inn-keeper, Rodrigue Deschambault, banker, Edouard Marchand, clerk, Stanislas Desormeaux, bottler, and Joseph Camille Lemoyne DeMartigny, advocate, of the town of Saint Jérôme, for the following purposes :

To manufacture, import, purchase, sell, exchange, repair, tune and lease piano, organs, harmoniums, musical instruments of all kinds and appliances for playing musical instruments, and manufacture, lease and sell anything connected with the business of musical instruments ;

To manufacture and sell gramophones, gramophones records, and all parts, accessories, inventions and apparatus appertaining thereto, or in any manner relating to musical instruments, accessories of music and gramophones or talking machines ;

To manufacture and deal in artistic furnishings and furniture, sewing machines, motors and other machinery ;

To purchase, take over as a going concern the business now carried on and established or to be carried on and established by any corporation, company, firm or person, as merchants and manufacturers of pianos, etc., including immoveables, stock in trade, goodwill and all the property whatsoever of the said company, corporation, firm or person, and pay for same in cash, debentures or paid up shares of this company ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and construct, hold, conduct and maintain concert halls, music halls, moving picture halls, and reading rooms, and generally to supply amusements and make contracts with any person or persons to lecture, sing or play ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and construct and maintain studios and rooms for teaching music, singing, painting and other arts, and supply and provide instruction in the said arts ;

To carry on the business of printers, editors and publicity agents ; especially the business of printers, editors and publishers of music, and make arrangements with composers and other persons respecting copyrights, permits or publishing rights ;

To act as agents for the sale throughout the province and elsewhere of musical instruments, music, musical apparatus and accessories, either on commission or otherwise ;

To carry on in so far as necessary for the purposes of the company, the business of carters, carriers, conveyers and factors, and have or lease and employ all kinds of vehicles moved by electricity or otherwise and all the equipment necessary for such a business ;

To amalgamate with any person, persons, firm or company engaged in a similar business, dispose of all the property of this company, subject to the provisions of the Company's Act, and likewise dispose of same, to increase the capital stock of the company, and purchase or acquire any interest or control in any business of a like nature, and pay for same in cash, bonds or paid up shares of this company ;

Gazette du Canada, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse du signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donné dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis ; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ces ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés ; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statutaire.

Outre l'avis publié, comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

1. Pour des lois de constitution en corporation :

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé ;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service ;

(c) ou d'une compagnie de banque ; une compagnie d'assurance ; une compagnie de garantie ; une compagnie de prêts, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. Pour des amendements à des lois de constitution en corporation :

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession des nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie.

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives ; et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, cet avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statutaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la chambre relatifs aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,

3789 Greffier de la Chambre des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord. 1867, clause 53,

zette, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and a copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located ; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows :

1. For acts of incorporation :

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected ;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate ;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without and special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. For amendments to acts of incorporation :

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected ;

(b) For the revival or continuation of a charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for the enlargement of any of the powers of a company (not involving additional special powers)—at the head office of the company ;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks ; and in Quebec and Manitoba shall be published in both english and french ; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT,

3790 Clerk of the House of Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause

pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les réglemens concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.— Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.— Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux réglemens de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer le comptable de

whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.— Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.— The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant o

La Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

3785

R. CAMPBELL,
G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains

the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a bill of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

3786

R. CAMPBELL,
C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is

de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer les lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq

intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in

cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

3787 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

3788 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 383.

Dame Céline Mercier, de Daveluyville, épouse de Polycarpe Lambert, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens, le 2 septembre 1910, contre le dit Polycarpe Lambert.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 6 septembre 1910. 3887

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 105.

Dame Marie-Louise Leclere, des cité et district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Bruno Lamontagne, entrepreneur-maçon, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins de la présente demande,

Demanderesse ;

vs

Le dit Bruno Lamontagne, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, en cette cause, par la demanderesse contre le dit défendeur.

V. ERNEST FONTAINE,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 25 août 1910. 3757.2

Joséphine Dubé, épouse de Léon Morin, marchand, de Saint-Louis du Haut-Ha!, a institué une action en séparation de biens contre son mari, devant la cour supérieure du district de Kamouraska, sous le No 4502, des dossiers de cette cour. W. A. POTVIN, Procureur de la demanderesse. Fraserville, 2 août 1910. 3407.6

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 383.

Dame Céline Mercier, of Daveluyville, wife of Polycarpe Lambert, trader, of the same place, duly authorised "à ester en justice", has instituted an action for separation as to property, against the said Polycarpe Lambert, on the second day of September, 1910.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Attorneys for the plaintiff.
Arthabaska, 6th September, 1910. 3888

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 105.

Dame Marie-Louise Leclere, of the city and district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Bruno Lamontagne, contractor, of the same place, and duly authorized to "ester en justice", in the present case,

Plaintiff ;

vs

The said Bruno Lamontagne, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, in this case, by plaintiff against defendant.

V. ERNEST FONTAINE,
Advocate for plaintiff.
Saint Hyacinth, 25th August, 1910. 3758

Joséphine Dubé, wife of Léon Morin, of Saint Louis du Haut-Ha!, merchant, has instituted an action for separation as to property against her husband, before the superior court of the district of Kamouraska, under number 4502, of the records of this court. W. A. POTVIN, Attorney for plaintiff. Fraserville, 2nd August, 1910. 3408

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure*
 No 360

Dame Lydia Lacroix, de Daveluyville, épouse de David Fontaine, boulanger, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens, contre le dit David Fontaine, le 20 août-1910.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
 Procureurs de la demanderesse.
 Arthabaska, 29 août 1910. 3777.2

Canada,
 Province de Québec, }
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
 No 136.

Dame Marie Dorsina Duquette, de la paroisse de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, épouse de Joseph Tougas, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Joseph Tougas, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22e jour d'août mil neuf cent dix.

ETHIER & LALANDE,
 Procureurs de la demanderesse.
 Sainte-Scholastique, 23 août 1910. 3767.2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 3720.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par Dame Robertine *alias* Albertine Lacombe, des cité et district de Montréal, contre son mari, Joseph Alfred Raoul Beaudin, gérant d'épicerie, du même lieu.

J. A. E. DION,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 13 août 1910. 3771.2

Province de Québec, }
 District de Saguenay. } *Cour Supérieure.*
 No 1856.

Dame Georgiana Tremblay, Demanderesse ;
 vs
 Joseph Tremblay, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la dite Dame Georgiana Tremblay, de la paroisse des Eboulements, dit district, dûment autorisée, contre son dit époux, Joseph Tremblay, marchand, du même endroit, le 22 août 1910.

C. J. ANGERS,
 Procureur de la demanderesse.
 Malbaie, 22 août 1910. 3685-3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 3253.

Dame Esther Breska *alias* Hyams, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Harry Bloom, du même lieu, marchand,
 Demanderesse ;

vs
 Harry Bloom, des cité et district de Montréal, marchand, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été intenté, ce jour, contre le défendeur.

HENRY WINFIELD,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 22 août 1910. 3683-3

No 3195, Cour Supérieure, Montréal. Rachel Golde Frank, Demanderesse ; vs Solomon Cohen, marchand, de Montréal, Défendeur. La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

N. A. MILLETTE,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 11 août 1910. 3561-5

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court*
 No. 360.

Dame Lydia Lacroix, of Daveluyville, wife of David Fontaine, baker, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has instituted an action for separation as to property against the said David Fontaine, on the 20th August, 1910.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
 Attorneys for the plaintiff.
 Arthabaska, 29th August, 1910. 3778

Canada,
 Province of Quebec, }
 District of Terrebonne } *Superior Court.*
 No. 136.

Dame Marie Dorsina Duquette, of the parish of Sainte-Scholastique, district of Terrebonne, wife of Joseph Tougas, farmer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*,
 Plaintiff ;

vs
 The said Joseph Tougas, Défendeur.
 An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 22nd day of August, nineteen hundred and ten.

ETHIER & LALANDE,
 Attorneys for plaintiff.
 Sainte-Scholastique, 23rd August, 1910. 3768

Province of Quebec, }
 District of Montréal. } *Superior Court*
 No 3720.

An action for separation as to property has been taken, to day, by Dame Robertine *alias* Albertine Lacombe, of the city and district of Montréal, against her husband, Joseph Alfred Raoul Beaudin, grocery's manager, of the same place.

J. A. E. DION,
 Attorney for the plaintiff.
 Montreal, 13th August, 1910. 3772

Province of Quebec, }
 District of Saguenay. } *Superior Court.*
 No. 1856.

Dame Georgiana Tremblay, Plaintiff ;
 vs
 Joseph Tremblay, Défendeur.

An action for separation as to property has been brought at the instance of said Dame Georgiana Tremblay, of the parish of Les Eboulements, said district, duly authorized, against her said husband, merchant, of the same place, on the 22nd August, 1910.

C. J. ANGERS,
 Attorney for plaintiff.
 Malbaie, 22nd August, 1910. 3686

Province of Quebec, }
 District of Montréal. } *Superior Court.*
 No. 3253.

Dame Esther Breska *alias* Hyams, of the city and district of Montréal, wife common as to property of Harry Bloom, of the same place, merchant,
 Plaintiff ;

vs
 Harry Bloom, of the city and district of Montréal, merchant, Défendeur.
 An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

HENRY WINFIELD,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 22nd August, 1910. 3684

No. 3195, Superior Court, Montréal. Rachel Golde Frank, Plaintiff ; vs Solomon Cohen, merchant, of Montréal, Defendant. The plaintiff has, this day, instituted an action in separation of property against the defendant.

N. A. MILLETTE,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 11th August, 1910. 3562

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2262.

Dame Lisa Mellinson, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Nathan Brotman, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Nathan Brotman, du même lieu, marchand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 24 juin 1910.

JACOBS & HALL,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 6 août 1910. 3471-5

Province de Québec. }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1697.

Dame Zephirina Monette, des cité et district de Montréal, dûment autorisée, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre Alphonse Simard, boucher, du même lieu.

FONTAINE & LABELLE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 17 août 1910. 3613-4

No 1893—Cour Supérieure—Beauharnois—Dame Marie Bélanger a intenté une action en séparation de biens contre son époux, Ennis Dickson. Arthur Plante, procureur de la demanderesse. Valleyfield, 7 août 1910. 3497-4

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 908.

Dame Idolie Ste. Marie a pris une action en séparation de biens contre son mari, Napoléon Fournier, du township de Hereford, district de Saint-François, cultivateur, le 15ème jour de juillet 1910.

ST. PIERRE & VERRET,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 15 juillet 1910. 3523-5

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 8435.

Dame Gertrude A. Welch, épouse commune en biens de Edward S. Cutter, de la ville de Farnham, dans le district de Bedford, entrepreneur de charbon, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de corps et de biens et en séparation de biens contre son dit époux.

McKEOWN & BOIVIN,

Procureurs de la demanderesse.

Sweetsburg, 3 août 1910. 3503-5

Cour supérieure, district de Trois-Rivières, No 169.—Dame Rose de Lima Boisvert, de la ville de Nicolet, dit district, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Eusèbe René, sellier, du même lieu.

ARTHUR TRAHAN,

Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 17 août 1910. 3737-3

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No. 330.

Sarah Vachon, épouse commune en biens de Joseph Gagné, journalier, de Black Lake, en le district d'Arthabaska, Demanderesse,

vs

Le dit Joseph Gagné, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le ou vers le 1er août 1910.

PACAUD & MORIN,

Procureurs de la demanderesse.

Arthabaska, 25 août 1910. 3743-3

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2262.

Dame Lisa Mellinson, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Nathan Brotman, of the same place, and duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Nathan Brotman, of the same place, merchant, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 24th June, 1910.

JACOBS & HALL,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 6th August, 1910. 3472

Province of Quebec. }
District of Montreal } *Superior Court.*
No. 1697.

Dame Zephirina Monette, of the city and district of Montreal, duly authorized, has taken, this day, an action in separation as to property against Alphonse Simard, butcher, of the same place.

FONTAINE & LABELLE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 17th August, 1910. 3614

No. 1893—Superior Court—Beauharnois—Dame Marie Bélanger has instituted an action for separation as to property against her husband, Ennis Dickson. Arthur Plante, attorney for plaintiff. Valleyfield, 7th August, 1910. 3498

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 908.

Dame Idolie Ste. Marie has taken an action separation of property against her husband, Napoléon Fournier, of the township of Hereford, district of Saint Francis, farmer, the 15th day of July, 1910.

ST. PIERRE & VERRET,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 15th July, 1910. 3524

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 8435.

Dame Gertrude A. Welch, wife common as to property of Edward S. Cutter, of the town of Farnham, in the district of Bedford, coal contractor, and duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to bed and board and for separation as to property against her said husband.

McKEOWN & BOIVIN,

Attorneys for plaintiff.

Sweetsburg, 3rd August, 1910. 3504

In the superior court, district of Three-Rivers, No. 169.—Dame Rose de Lima Boisvert, of the town of Nicolet, said district, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Eusèbe René, saddler, of the same place.

ARTHUR TRAHAN,

Attorney for plaintiff.

Three-Rivers, 17th August, 1910. 3738

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court*
No. 330.

Sarah Vachon, wife of common as to property of Joseph Gagné, of Black Lake, in the district of Arthabaska, Plaintiff ;

vs

The said Joseph Gagné, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on or about the 1st August, 1910.

PACAUD & MORIN,

Attorneys for the plaintiff.

Arthabaska, 25th August, 1910. 3744

Province de Québec, }
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
 Dame Bernadette Blondin, épouse du défendeur,
 de Sainte-Agathe, district de Terrebonne,
 Demanderesse ;

vs
 George Liboiron, du même lieu, Défendeur.
 La demanderesse a, ce jour, institué une action
 en séparation de biens, contre le défendeur.
 TANOREDE PAGNUELO,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 25 août 1910. 3735-3

Province de Québec. }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2505.
 Dame Elmire Smallwood, épouse de Louis *alias*
 Trefflé Valiquette dit Vadboncœur, employé
 civil, tous les deux des cité et district de Mont-
 réal, dûment autorisée à ester en justice.
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Louis *alias* Trefflé Valiquette dit Vadbon-
 cœur, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 25 août 1910.
 J. B. DOUTRE,
 Procureur de la demanderesse.
 Montréal, 31 août 1910. 3827.2

Rosalie Séguin, épouse de Joseph Villeneuve,
 forgeron, du village de la Pointe Gatineau, district
 d'Ottawa, a institué une action en séparation de
 biens contre son mari, devant la cour supérieure du
 district d'Ottawa, sous le No 2714, des dossiers de
 cette cour.

ARTHUR DESJARDINS,
 Procureur de la demanderesse.
 Hull, 31 août 1910. 3851.2

Province de Québec, }
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 No 187.
 Dame Marie Jeanne Bergeron, de la paroisse de
 Saint-Tite, épouse de Joseph Hardy, marchand,
 de la paroisse de Saint-Tite, district des Trois-
 Rivières, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Joseph Hardy, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 29 août 1910.
 TESSIER & LACOURSIERE,
 Procureurs de la demanderesse.
 Trois-Rivières, 31 août 1910. 3821.2

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }
 No 1380.
 Dame Annie Hurrell Bickerdike, de la ville d'Outre-
 mont, dans le district de Montréal, épouse com-
 mune en biens de William Drysdale, du même
 lieu,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit William Drysdale, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 dans cette cause, le 16ème jour de juin 1910.
 CHAUVIN, BAKER & WALKER,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 30 août 1910. 3837.2

Cour supérieure, district de Québec, No 623. Alma
 Labbé, épouse commune en biens de Joseph Pelle-
 tier, de Québec, entrepreneur, a institué ce jour,
 une action en séparation de biens contre son dit
 époux.

MORAUD & SAVARD,
 Proc. de la demanderesse.
 Québec, 31 août 1910. 3829.2

Province of Quebec, }
 District of Terrebonne. } *Superior Court*
 Dame Bernadette Blondin, wife of the defendant
 of Sainte Agathe, district of Terrebonne,
 Plaintiff ;

vs
 George Liboiron, of the same place, Defendant.
 Plaintiff has, this day, instituted an action for
 separation as to property, against the defendant.
 TANOREDE PAGNUELO,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 25th August, 1910. 3736

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2505.
 Dame Elmire Smallwood, wife of Louis *alias* Trefflé
 Valiquette dit Vadboncœur, civil employée, both
 of the city and district of Montreal, duly author-
 ize to sue,
 Plaintiff ;

vs
 The said Louis *alias* Trefflé Valiquette dit Vadbon-
 cœur, Defendant.
 A suit for separation as to property has been
 instituted in this cause, on the 25th August, 1910.
 J. B. DOUTRE,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 31st August, 1910. 3828

Rosalie Séguin, wife of Joseph Villeneuve,
 blacksmith, of the village of Pointe Gatineau, dis-
 trict of Ottawa, has instituted an action for separa-
 tion as to property against her husband, before the
 superior court of the district of Ottawa, under No.
 2714, of the records of the said court.

ARTHUR DESJARDINS,
 Attorney for plaintiff.
 Hull, 31st August, 1910. 3852

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No. 187.
 Dame Marie Jeanne Bergeron, of the town of Saint
 Tite, wife of Joseph Hardy, merchant, of Saint
 Tite, district of Three Rivers, authorized to
 appear in judicial proceedings,
 Plaintiff ;

vs
 The said Joseph Hardy, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted in this cause, on the 29th August, 1910.
 TESSIER & LACOURSIERE,
 Attorneys for plaintiff.
 Three Rivers, 31st August, 1910. 3822

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal. }
 No 1389.
 Dame Annie Hurrell Bickerdike, of the town of
 Outremont, in the district of Montreal, wife com-
 mon as to property of William Drysdale, of the
 same place, trader,
 Plaintiff ;

vs
 The said William Drysdale, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted in this case, on the 16th day of June, 1910.
 CHAUVIN, BAKER & WALKER,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 30th August, 1910. 3838

In the superior court, district of Quebec, No. 623.
 Alma Labbé, wife common as to property of Joseph
 Pelletier, of Quebec, contractor, has, this day, in-
 stituted an action for separation as to property
 against her said husband.

MORAUD & SAVARD,
 Attys for plaintiff.
 Quebec, 31st August, 1910. 3830

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No. 2428. Mathilda Lalonde, épouse commune en biens de Edmond Sauvageau, commerçant, des cité et district de Montréal, a intenté le 5 août 1910, une action en séparation de biens contre le dit Edmond Sauvageau.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 31 août 1910. 3835.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 3027.

Dame Victorine Hainault, épouse commune en biens de Gustave Deschamps, entrepreneur, tous deux de la ville de Verdun, district de Montréal, dûment autorisés à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Gustave Deschamps, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 14 juillet 1910.

CODERRE & CODERRE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 1er septembre 1910. 3857.2

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 2428. Mathilda Lalonde, wife common as to property of Edmond Sauvageau, trader, of the city and district of Montreal, has, on the 5th of August, 1910, instituted an action for separation as to property against the said Edmond Sauvageau.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 31st August, 1910. 3836

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3027.

Dame Victorine Hainault, wife common as to property of Gustave Deschamps, contractor, both of the town of Verdun, district of Montreal, duly authorized à ester en justice,

Plaintiff ;

vs

The said Gustave Deschamps, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 14th July, 1910.

CODERRE & CODERRE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 1st September, 1910. 3858

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Frs. I. Lessard, maître-plombier de Montréal, "Lessard & Cie," Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bord-reau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le 4ième jour d'octobre prochain.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 5 septembre 1910. 3881

Province de Québec, }
District de Gaspé, } *Cour Supérieure.*
Comté de Bonaventure. }

Re : "The Massey Harris Company, Limited," une corporation, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et place d'affaires en la ville de Toronto, dans la province d'Ontario, Créancière requérant cession ;

vs

William McWhirter, agent et médecin vétérinaire, de New Richmond, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que le dit William McWhirter a, ce jour, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à New Carlisle.

F. MARCOTTE,

Gardien provisoire.

New Carlisle, 2 septembre 1910. 3865

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Aimé Bissonnette, entrepreneur et commerçant, de Montréal, Insolvable.

En vertu d'un jugement de la cour supérieure, en date du 29e jour d'août 1910, j'ai été nommé curateur aux biens du dit insolvable.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi, dûment attestées, dans les trente jours de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 7 septembre 1910. 3895

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Frs. I. Lessard, master-plumber, of Montreal, "Lessard & Cie," Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet is prepared and will be payable at my office, on and after the 4th day of October next.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curator.

60, Notre-Dame street East, Montreal.
Montreal, 5th September, 1910. 3882

Province of Quebec, }
District of Gaspé, } *Superior Court.*
County of Bonaventure. }

Re : The Massey Harris Company, Limited, a corporation, body corporate and politic, having its principal office and place of business in the city of Toronto, in the province of Ontario.

Demanding insolvency ;
and

William McWhirter, agent and veterinary surgeon, of New Richmond, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, Insolvent.

Notice is hereby given that the said William McWhirter has, this day, made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at New Carlisle.

F. MARCOTTE,

Provisional guardian.

New Carlisle, 2nd September, 1910. 3866

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Aimé Bissonnette, contractor and trader, of Montreal, Insolvent.

In virtue of a judgment of the superior court, dated the 29th day of August, 1910, I have been appointed curator to the property of the said insolvent.

All persons having claims against the said estate are requested to file them with me, duly attested on oath, within thirty days from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 7th September, 1910. 3896

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Joseph Viau, manufacturier d'eaux gazeuses,
de Montréal, Failli.
Avis est par les présentes donné qu'un premier
et dernier bordereau de dividende est préparé et
sera payable à mon bureau, le et après le cin-
quième jour d'octobre prochain.
ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.
No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 5 septembre 1910. 3879

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de M. Fickler & Co., Montréal,
Failli.
Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier bordereau de dividendes a été préparé dans
cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 27e
jour de septembre 1910, après laquelle date les divi-
dendes seront payables au bureau des soussignés.
WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.
Bureau de Wilks & Burnett,
Montréal, 10 septembre, 1910. 3905

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 63.
In re Jean-Baptiste Lapalme, Insolvable ;
et
C. H. Beauchemin, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividende est
préparé et sera payable à mon bureau, No 7, rue
Saint-Jacques, Saint-Jean, P. Q., le et après le 26e
jour de septembre 1910.
C. H. BEAUCHEMIN,
Curateur.
3885

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de A. T. Constantin, marchand,
Montréal.
Un premier et dernier bordereau de dividende a
été préparé et sera payable dans mon bureau, le ou
après le 24 septembre 1910.
Toute opposition au dit dividende devra être dé-
posée devant moi avant la date sus-mentionnée.
A. TURCOTTE,
Curateur.
Bureau de Kent & Turcotte.
97, rue St-Jacques, Montréal. 3903

Province de Québec, }
District de Montréal } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire d'Olivier Secours, restaurateur, Mon-
tréal, Failli.
Un premier et dernier bordereau de dividende a
été préparé en cette affaire, et sera sujet à objec-
tion jusqu'au 27e jour de septembre 1910, après
lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.
NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.
11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 10 septembre 1910. 3897

En Liquidation

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 149.
(in insolvency).
In the matter of "The Calumet Mining & Milling
Graphite Company," In liquidation.
Public notice is hereby given in virtue and in
accordance with the terms of article 7552 et seq. of
the Revised Statutes of the province of Quebec,

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Joseph Viau, manufacturer of aerated
waters, of Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that a first and final
dividend sheet has been prepared in this matter,
which will be payable at my office, on and after the
fifth day of October next.
ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.
60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 5th September, 1910. 3880

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of M. Fickler & Co., Montreal,
Insolvent.
Notice is hereby given that a first and final divid-
end sheet has been prepared in this matter, which
will be open to objection until 27th day of Septem-
ber, 1910, after which date dividends will be payable
at the office of the undersigned.
WILKS & BURNETT,
Joint curators.
Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 10th September, 1910. 3906

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 63.
In re Jean Baptiste Lapalme, Insolvent ;
and
C. H. Beauchemin, Curator.
A first and final dividend has been prepared and
will be payable at my office, No. 7, Saint James
street, Saint Johns, P. Q., on and after the 26th
day of September, 1910.
C. H. BEAUCHEMIN,
Curator.
3886

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of A. T. Constantin, merchant,
Montreal.
A first and final dividend has been prepared and
will be payable at my office on or after the 24th of
September, 1910.
Any contestation of such dividend must be depo-
sited with me on or before the date above men-
tioned.
A. TURCOTTE,
Curator.
Office of Kent & Turcotte.
97, St. James street, Montreal. 3904

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Olivier Secours, restaurant keeper,
Montreal, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been pre-
pared in this matter, which will be open to objec-
tion until the 27th day of September, 1910, after
which date the dividend will be payable at my office.
NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.
11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 10th September, 1910. 3898

In Liquidation

Province de Québec. }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 149.
(en faillite).
Dans l'affaire de "The Calumet Mining & Milling
Graphite Company," En liquidation.
Avis est par le présent donné qu'en vertu et con-
formément aux termes de l'article 7552 et suivants
des statuts révisés de la province de Québec (1909),

(1909), that there has been deposited in the hands of the undersigned liquidator a copy of the deed of sale of the immovable property belonging to the said "The Calumet Mining & Milling Graphite Company", a body politic and corporate duly incorporated, having its principal place of business for the province of Quebec, at Calumet, in the township of Grenville, county of Argenteuil, but now in liquidation, which deed was executed before Robert A. Barron, N. P., on the 29th July, 1910, under notaire; en outre avis est donné qu'un certificat d'enregistrement, préparé en la manière prescrite pour le certificat requis, en cas de vente des immeubles par le shérif, a été déposé entre les mains du soussigné.

Les noms des propriétaires des immeubles désignés dans le dit acte de vente durant les trois dernières années, sont "The Calumet Mining and Milling Graphite Company", George Herbert Simpson et l'honorable J. K. Ward.

Cet avis est aussi donné dans le but que, durant les quinze jours après sa dernière insertion, dans la "Gazette Officielle de Québec", tout créancier de la dite compagnie en liquidation, et toute personne ayant des droits hypothécaires ou réels sur les immeubles vendus dans le susdit acte de vente, devront avoir le droit d'offrir une augmentation au-dessus du prix d'achat mentionné dans l'acte de vente, pourvu que telle augmentation soit d'au moins un dixième de tout le prix, et que l'enchérisseur offre en outre de rembourser à l'acquéreur ses frais et dépenses légales; l'acquéreur dans tel cas doit donner garantie pour l'achat en a manière ordinaire ou doit déposer une somme suffisante pour cette fin, le tout tel que prescrit plus au long dans les dits articles.

Toute personne intéressée dans la susdite affaire trouvera toute information nécessaire au bureau du soussigné, numéro 112, rue Saint-Jacques, dans la cité de Montréal.

(Signé) A. LAMARCHE,
Liquidateur.
Montréal, 10 août 1910. 3535.5

il a été déposé entre les mains du liquidateur soussigné, une copie de l'acte de vente de la propriété immobilière appartenant à la dite "Calumet Mining & Milling Graphite Company", corps politique et dûment incorporé, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, à Calumet, dans le canton de Grenville, comté d'Argenteuil, mais maintenant en liquidation, lequel acte a été passé devant Robert A. Barron, N. P., le 29^e jour de juillet 1910, sous le numéro 9025, des minutes du dit number 9025, of the records of the said notary; notice is further given that a registrar's certificate prepared in the manner prescribed for the certificate required, in cases of the sale of immovables by the sheriff, has been deposited with the undersigned.

The names of the proprietors of the immovables designated in the said deed of sale during the last three years have been "The Calumet Mining & Milling Graphite Company," George Herbert Simpson and the Honourable J. K. Ward.

This notice is also given in order that during the fifteen days following its last insertion, in the "Quebec Official Gazette", any creditor of the said company in liquidation, and any person having hypothecary or real rights upon the immovables sold in the aforesaid deed of sale, should have the right to offer an increase over the purchase price mentioned in the deed of sale provided such increase be at least one tenth of the whole price, and that the bidder offers besides to refund to the purchaser his costs and lawful disbursements; the bidder in such case must give security for the purchase in the ordinary manner or must deposit a sum sufficient for that purpose, the whole as more fully prescribed in the said articles.

Any person having an interest in the above matter will find all necessary information at the office of the undersigned, number 112, Saint James street, in the city of Montreal.

(Signed) A. LAMARCHE,
Liquidator.
Montreal, 10th August, 1910. 3536

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Drummond.

Arthabaska, à savoir : } G. A. DUCLOS, Deman-
No 8786. } leur ; contre HOR-
MIDAS ROCHELEAU ET AL, Défendeurs.

Comme appartenant à Hubert Rocheleau :

Un certain lot de terre sis et situé dans le canton de Kingsy, maintenant connu et désigné comme étant le numéro seize A (16A), du cinquième rang, des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Kingsy—avec la maison et autres bâtisses y érigées.

A distraire l'emplacement de l'église anglicane et aussi la partie vendue à Exide Houde et désigné comme suit : un certain lopin de terre formant partie et au nord-est du lot No 16A, du 5^e rang de Kingsy, contenant 70 acres de terre en superficie ; borné au nord-est par la ligne de concession entre les 5^e et 6^e rangs, au bout sud-ouest par le vendeur, Hubert Rocheleau, et des deux côtés par les lignes de division du dit lot.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint Félix de Kingsy, le VINGT-UNIÈME

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Drummond.

Arthabaska, to wit : } G. A. DUCLOS, Plaintiff ;
No. 8786. } G. against HORMIDAS
ROCHELEAU ET AL, Defendants.

As belonging to Hubert Rocheleau :

A certain piece of land lying and being in the township of Kingsy, now known and described as being number sixteen A (16 A), in the fifth range, of the official plan and book of reference for said township of Kingsy—with the house and other buildings thereon erected.

Save and except, however, the emplacement of the english church, and also the part sold to Exide Houde and described as follows : a certain piece of land forming part and north easterly of lot No. 16 A, in the 5th range of Kingsy, containing 70 acres of land in superficies ; bounded north easterly by the concession line between the 5th and 6th ranges, at the south westerly end by the vendor, Hubert Rocheleau, and on both sides by the division lines of said lot.

To be sold at the parochial church door of Saint Félix of Kingsy, on the TWENTY FIRST day

jour de SEPTEMBRE prochain, 1910, à DEUX heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 16 août 1910. 3599.2
[Première publication, 20 août 1910.]

of SEPTEMBER next, 1910, at TWO o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 16th August, 1910. 3600
[First published, 20th August, 1910.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **A** MEDEE DIONNE ET AL,
No 259. } Demandeurs ; contre
PHILIAS CHAMPAGNE, Défendeur.

1° Le lot numéro vingt-cinq A (25A), du rang A, du canton de Marlow—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

2° Le lot numéro vingt-cinq B (25B), du rang A, du canton de Marlow—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint Théophile, le VINGT DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1910), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
Bureau du shérif, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 16 août 1910. 3585-2
[Première publication, 20 août 1910]

Ventes par le Sherif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Province de Québec, } **L** A BANQUE DES CAN-
District de Bedford, } TONS DE L'EST, De-
No 86. } manderesse ; contre les meub-
bles et immeubles d'ARTHUR MARSAN ET AL,
Défendeurs.

Un emplacement ayant environ soixante et quinze pieds de largeur sur un arpent de profondeur et maintenant connu et désigné comme lot numéro treize F (13 F), du troisième rang de Milton, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile de Milton, comté de Shefford, district de Bedford—avec une fromagerie, et une beurrerie en bois sus-érigées.

Pour être vendu, comme appartenant à Arthur Marsan, un des dits défendeurs, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte Cécile de Milton, dans le dit comté de Shefford, le VINGT-DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,
Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 6 septembre 1910. 3891
[Première publication, 10 septembre 1910].

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **T**HE ROYAL BANK OF
District de Bedford, } CANADA, Demande-
No. 8163. } resse ; vs A. E. MARQUIS,
Défendeur.

Une bâtisse en bois à un étage, érigée sur un mur

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **A** MEDEE DIONNE ET AL,
No. 259. } Plaintiffs ; against PHI-
LIAS CHAMPAGNE, Defendant.

1. The lot number twenty five A (25 A), of range A, of the township of Marlow—with buildings, circumstances and dependencies.

2. The lot number twenty five B (25 B), of the range A, of the township of Marlow—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Théophile, on the TWENTY SECOND day of SEPTEMBER next (1910), at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 16th August, 1910. 3586
[First published, 20th August, 1910.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Province of Québec, } **T**HE EASTERN TOWN-
District of Bedford, } SHIPS BANK, Plaintiff ;
No. 86. } against the goods and lands
of ARTHUR MARSAN ET AL, Defendant.

An emplacement being about seventy five feet in width by an arpent in depth and now known and designated as lot number thirteen F (13 F), of the third range of Milton, on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Cécile de Milton, county of Shefford, district of Bedford—with a wooden cheese and butter factory thereon erected.

To be sold, as belonging to Arthur Marsan, one of said defendants, at the church door of the parish of Sainte Cécile de Milton, in said county of Shefford, on the TWENTY SECOND day of OCTOBER next, at the hour of TEN o'clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 6th September, 1910 3892
[First published, 10th September, 1910].

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Bedford.

Province of Québec, } **T**HE ROYAL BANK OF
District of Bedford, } CANADA, Plaintiff ; vs
No. 8163. } A. E. MARQUIS, Defendant.

The one story wooden building erected on a stone

en pierre au coin nord-ouest du lot numéro trois cent quarante-neuf (349), sur le plan et au livre de renvoi officiels du canton de Shefford, district de Bedford. Le dit terrain appartenant à un nommé Arthur G. Spencer, étant dans le huitième (8ème) rang, et lot 21, arpentage primitif du dit canton de Shefford.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joachim de Shefford, dans le comté de Shefford, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. A. COTTON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 17 août 1910. 3643.2
[Première publication, 20 août 1910].

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS.

Chicoutimi. } L AURENT SIMONEAU. Deman-
No 2448. } leur ; contre STANISLAS
LESSARD, Défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Joseph d'Alma, comprenant : 1. Le lot de terre numéro 26B, de deux arpents de largeur sur la profondeur du rang ; et 2. Le lot numéro 27A d'un arpent et quatre perches de largeur sur la profondeur du rang, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre, pour le deuxième rang de l'Île d'Alma, dans le canton Delisle—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma, le DIX-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE, à DEUX heures de l'après-midi.

EDM. SAVARD,
Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 30 juillet 1910. 3549.2
[Première publication, 13 août 1910].

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Fraserville, à savoir : } P ASCHAL VINCESLAS
No 1402. } TACHE, avocat et
conseil du Roi ET AL, de la ville de Fraserville, Demandeurs ; contre THEODORE MARQUIS, autrefois des cité et district de Montréal et maintenant de la paroisse de Saint-George de Cacouna, Défendeur.

1° Un certain terrain situé sur le premier rang de la paroisse de Saint-Arsène, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Témiscouata, pour la paroisse de Saint-Arsène, sous le numéro huit (8), et mesurant cinq arpents de front sur vingt arpents de profondeur.

2° Un autre terrain de forme irrégulière situé sur le premier rang de la dite paroisse de Saint-Arsène, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Témiscouata pour la dite paroisse de Saint-Arsène, sous le numéro neuf (9), et contenant une superficie de soixante-deux arpents et soixante quinze perches carrés.

wall on the north west corner of lot number three hundred and forty nine (349) of the official plan and book of reference of the township of Shefford, district of Bedford. Said land belonging to one Arthur G. Spencer, being in the eighth (8th) range, and lot 21, primitive survey of said township of Shefford.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joachim de Shefford, in the county of Shefford, on the TWENTY FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,
Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, 17th August, 1910 3664
[First published, 20th August, 1910.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS.

Chicoutimi. } L AURENT SIMONEAU. Plain-
No. 2448. } tiff ; against STANISLAS
LESSARD, Defendant.

A farm situate and being in the parish of Saint Joseph d'Alma, comprising : 1. The lot of land number 26B, of two arpents in width by the depth of the range ; and 2. The lot number 27A, of one arpent and four perches in width by the depth of the range, of the official plan and book of reference for the second range of the island of Alma, in the township of Delisle—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph d'Alma, on the NINETEENTH day of SEPTEMBER, at TWO of the clock in the afternoon.

EDM. SAVARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 30th July, 1910. 3550
[First published, 13th August, 1910].

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Fraserville, to wit : } P ASCHAL VINCESLAS
No. 1402. } TACHE, advocate and
King's Counsel ET AL, of the town of Fraserville, Plaintiffs ; against THEODORE MARQUIS, formerly of the city and district of Montreal and now of the parish of Saint George de Cacouna, Defendant.

1. A certain lot of land situate in the first range of the parish of Saint Arsène, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Témiscouata, for the parish of Saint Arsène, under number eight (8), and measuring five arpents in front by twenty arpents in depth.

2. Another lot of land of irregular outline, situate in the first range of the said parish of Saint Arsène, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Témiscouata, for the said parish of Saint Arsène, under number nine (9), and containing an area of sixty two arpents and seventy five square perches.

Les dits deux lots à charge d'une rente annuelle seigneuriale.

Pour être vendus en le seul lot à la porte de l'église de Saint-Arsène, le DOUZIEME jour d'OCTOBRE 1910, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 7 septembre 1910. 3907
[Première publication, 10 septembre 1910.]

Sheriff's Sales—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ZARIE LEVESQUE,
No 90. } A Failli; et WM. T.
HOOD, Curateur et Requérant.

1° Un emplacement situé à Villeray, aujourd'hui en la cité de Montréal—avec une maison en bois et autres dépendances dessus érigées sur la rue Labelle et composé des lots deux cent quarante-six et deux cent quarante-sept, de la subdivision du lot numéro deux mille six cent vingt-neuf (Nos 2629-246 et 247), au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, d'une contenance totale en superficie de trois mille huit cents pieds, mesure anglaise, plus ou moins, et des lots numéros mille trente-huit et mille trente-neuf, de la subdivision du lot numéro sept (Nos 7-1038 et 1039), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, d'une superficie respective de deux mille sept cent soixante et quinze pieds, mesure anglaise, avec les servitudes y attachées.

2° Un emplacement situé dans le quartier Saint-Denis, en la cité de Montréal—avec une maison en bois et brique et autres dépendances, portant les numéros civiques actuels 1849 et 1849 A, de la rue Labelle, connu et désigné sous le numéro neuf cent trois, de la subdivision du numéro sept (No 7-903), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, de la contenance de deux mille six cent cinquante pieds en superficie, mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de mesure précise.

Pout être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montreal, 7 septembre 1910. 3899
[Première publication, 10 septembre 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME GEORGIANA
No 2319. } D PARADIS, épouse
judiciairement séparée de biens de Joseph Narcisse Massicotte, et faisant affaires sous la raison sociale de "J. N. Massicotte & Cie", et dûment autorisée par son dit époux, Demanderesse; contre OMER RUEL, Défendeur.

Une maison en bois et brique en voie de construction, sise et située sur le lot de terre connu et désigné comme étant le numéro vingt-deux B, de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quatre-vingt huit, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, et portant le numéro civique 2793, de la rue Saint-André, dans le quartier Saint Denis, de la cité de Montréal.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de

The said two lots being subject to a yearly seigiorial rent.

To be sold in one lot at the church door of Saint Arsène, on the TWELFTH day of OCTOBER, 1910, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's office, Shérif.
Fraserville, 7th September, 1910. 3908
[First published, 10th September, 1910.]

Ventes par le Shérif—Montréal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } ZARIE LEVESQUE, In-
No 90. } A solvent; and WM. T.
HOOD, Curator and Petitioner.

1. An emplacement situate at Villeray, now in the city of Montreal—with a wooden house and other dependencies thereon erected on Labelle street, and composed of lots two hundred and forty six and two hundred and forty seven, of the subdivision of lot number two thousand six hundred and twenty nine (Nos. 2629-246 and 247), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, containing a total area of three thousand eight hundred feet, english measure, more or less, and of lots numbers one thousand and thirty eight and one thousand and thirty-nine, of the subdivision of lot number seven (Nos. 7-1038 et 1039), in the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, of a respective area of two thousand seven hundred and seventy five feet, english measure, with the servitudes attached thereto.

2. An emplacement situate in Saint Denis ward, in the city of Montreal—with a wood and brick house and other dependencies, bearing the actual civic numbers 1849 and 1849A, of Labelle street, known and designated under number nine hundred and three, of the subdivision of number seven (No. 7-903), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, containing two thousand six hundred and fifty feet in superficies, english measure, more or less, without warranty of exact measurement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 7th September, 1910. 3900
[First published, 10th September, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME GEORGIANA
No 2319 } D PARADIS, wife
separated as to property by judicial decree of Joseph Narcisse Massicotte, and carrying on business under the name and firm of "J. N. Massicotte & Cie", and duly authorized by her said husband, Plaintiff; against OMER RUEL, Defendant.

A house in wood and brick in course of construction, being and situate on the lot of land known and designated as being the number twenty two B, of the official subdivision of lot number four hundred and eighty eight, of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Recollet, and bearing the civic number 2793, of Saint André street, in Saint Denis ward, of the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 17 août 1910. Shérif. 3637.2
Première publication, 20 août 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME MARIA
No 215. } M. PRICE, épouse
de Alexander B. Rattray, dûment autorisée par
son dit époux, Demanderesse ; contre GARDNER
T. BOOTH, Défendeur.

1° Un lot de terre étant le coin sud-ouest des rues Mance et Saint-Viateur, dans le quartier Laurier, de la cité de Montréal, connu et désigné comme résubdivision numéro vingt-quatre, de la subdivision du lot numéro treize, du lot primitif numéro douze, sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de La Côte Saint-Louis—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

2° Un emplacement faisant front sur la rue Mance, dans le quartier Laurier, de la cité de Montréal, et étant la moitié nord-ouest du lot résubdivision No. 25, de la subdivision du lot numéro treize, du lot primitif numéro douze, sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de La Côte Saint-Louis ; la dite moitié nord-ouest contenant vingt-cinq pieds de largeur sur cent pieds de profondeur—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Montréal, 10 août 1910. Shérif. 3437-2
Première publication du 6 août 1910, est nulle.
[Première publication, 13 août 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } MCLAURIN BROTHERS,
No 1510. } LIMITED, Demandeurs,
contre JEAN N. MALO, Défendeur.

Une maison en bois lambrissée en brique, à trois étages, fondation et solage en pierres, construite sur un lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous le numéro mille huit cent vingt-huit de la subdivision du lot numéro primitif cent quarante-huit ; la dite maison portant les numéros civiques quarante-huit, cinquante et cinquante-deux (48, 50 et 52), de la rue Montgomery, dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 10 août 1910. Shérif. 3527.2
[Première publication, 13 août 1910.]

on the TWENTY SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Montréal, 17th August, 1910. Sheriff. 3638
[First published, 20th August, 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME MARIA M. PRICE,
No. 215. } wife of Alexander B. Rat-
tray, and duly authorized by her said husband,
Plaintiff ; against GARDNER T. BOOTH, Defend-
ant.

1. A lot of land being the south west corner of Mance and Saint Viateur streets, in the Laurier ward, in the city of Montreal, known and designated as resubdivision number twenty four, of subdivision of lot number thirteen, of lot primitive number twelve, on the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte Saint Louis—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. -An emplacement fronting on Mance street, in the Laurier ward, in the city of Montreal, and being the north west half of lot resubdivision No. 25, of subdivision of lot number thirteen, of lot primitive number twelve, on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of La Côte Saint Louis, containing said north west half twenty five feet in width by one hundred feet in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 10th August, 1910. Sheriff. 3438
First publication of the 6th of August, 1910, is null.
[First published, 13rd August, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } MCLAURIN BROTHERS,
No. 1510. } LIMITED, Plaintiffs ;
against JEAN N. MALO, Defendant.

A wooden house covered with brick, three stories in height with stone foundation, built upon a lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, under the number one thousand eight hundred and twenty eight, of the subdivision of the lot of the primitive number one hundred and forty eight ; the said house bearing the civic numbers forty eight, fifty and fifty two (48, 50, 52), of Montgomery street, in Hochelaga ward, of the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 10th August, 1910. Sheriff. 3528
[First published, 13th August, 1910.]

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.

Avis public est par les présentes donné que les propriétés immobilières ci-après mentionnées, et plus spécialement désignées dans une cédule déposée dans mon bureau, le vingt-quatrième jour d'août 1910, seront vendues par moi, à mon bureau, dans la cité de Montréal, SAMEDI, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain 1910, à DIX heures de l'avant-midi, à raison d'une réclamation de la cité de Montréal, pour taxes et contributions foncières dues, telles que détaillées dans la dite cédule.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES

Public notice is hereby given that the immovable properties mentioned and more particularly described in schedule filed at my office, the twenty fourth day of August, 1910, will be sold by me, at my office, in the city of Montreal, on SATURDAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER next, 1910, at TEN o'clock in the forenoon, upon claim by the city of Montreal, for taxes and assessments due, as detailed in the said schedule.

No de la cédule. Schedule No.	Quartier. Ward.	No du cadastre Cadastral No.	Subdivision.	No de la rue. Street number.	Rue. Street.	Propriétaire cotisé. Assessed proprietor.	Montant réclamé. Amount claimed.	Nature des réclamations. Nature of claims.	Noms des quartiers pour fins municipales.—Names of wards for municipal purposes.
3	East—East	71	.....	169, 171, 173	St Paul.....	Ann Emilia McKenzie, veuve de— widow of McGill DesRivières, Lucie Forte, veuve de—widow of Henry McGill DesRivières et — and Theo. McGill DesRivières...	\$297 54	Cotisations annuelles et spéciales — Annual and special assessments.	
Sujet à la substitution créée par le testament de James McGill DesRivières, devant J. Belle, N. P., le 15 mai 1860.—Subject to the substitution created by the will of James McGill DesRivières, before J. Belle, N. P., the 15th May, 1860.									
25	Ste-Anne— St. Anns	Partie de— Part of 1456..	.....	55, 57 et—and 57a	Young.....	John O'Coonnor.....	114 66	Cotisations annuelles—Annual assessments.	
49	Ste-Anne— St. Anns	1828	.....	647 et—and 649	St-Paul.....	Mary McCaffrey, veuve de—widow of Michael Foley, Mary Ann Foley, Catherine Foley, Matthew Foley, Margaret Esther Foley et — and Isabella Foley.....	130 13	Cotisations annuelles et spéciales — Annual and special assessments.	
53	Ste-Anne— St. Anns	1853	.....	68, 70, 72, 74 et and 76	St-Henri—St. Henry.....	Jean B. Stanislas Biron, Hector Mail- loux et —and Napoléon Dupuis...	21 10	Cotisations spéciales—Special assessments.	

74	St Antoine	1131			Honover.....	David Glen.....	30 42	Cotisations annuelles --Annual assessments.	St-George.
77	St-Antoine	Partie de— Part of 1640		14	Fort.....	Succession Maria Maffre, veuve de— wife of William Tate.....	4 53	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-André— St. Andrew.
84	St-Antoine	S7	9	66	Coursol.....	Dame Mary Ann Trihey, épouse de —wife of Israël Clément dit Lari- vière	65 36	Cotisations annuelles et spéciales — Annual and special assessments.....	St-Joseph.
84	St-Antoine	Partie de— Part of 1768		313	Stanley.....	Charles A. Barnard.....	441 00	Cotisations annuelles—Annual assessments.	St-George.
92	St-Antoine	Partie de— Part of 1528 et-and 1530	Partie de— Part of 2..	158	Drummond.....	Frank E. Came.....	28 59	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-George.
93	St-Antoine	593	46	222a et—and 224	St-Antoine.....	Succession--Estate Henry Stuart...	46 46	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Joseph.
126	St-Antoine	1822	65		Lorne (Avenue)..	Dame Betsy Dick, veuve de—widow of Geo. W. Morrisson.....	2 52	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-George.
133	St-Laurent —St. Law- rence....	Partie de — Part of 122.		487, 489, 491, 493 et—and 495	Boulevard St-Lau- rent—Boulevard St-Charles Borro- mée.....	Horace Lippé.....	328 65	Cotisations annuelles—Annual assessments.	
137	St-Laurent —St. Law- rence....	Partie de— Part of 468.		316, 318 et—and 320	St-George.....	Margaret Whelan, veuve de—widow of Adam Monteith.....	2 65	Cotisations spéciales—Special assessments.	

Sujet à la substitution créée par le testament de feu John Whelan, devant J. Lonergan, N. P., le 16 mai 1883 et dûment enregistré au bureau d'enregistrement pour Montréal-Est, le 9 janvier 1885, sous le No 13568. — Subject to the substitution created by the last will and testament of late John Whelan, before J. Lonergan, N. P., 16th May, 1883 and duly registered at the office of registration for Montreal-East, on the 9th January, 1885, under No. 13568.

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—*Suite.*

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—*Continued.*

No de la cédule.	Sch-ndle No.	Quartier. — Ward.	No du cadastre — Cadastral No.	Subdivision.	No de la rue. — Street number.	Rue. — Street.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietor.	Montant réclaté. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of claims.	Noms des quartiers pour fins municipales.—Names of wards for municipal purposes.
138	St-Laurent —St. Lawrence, ...		Partie de— Part of 502.		178	Bieury.....	Succession—estate Mary Ann McGuire. Chs. Arthur Sara, exécuteur testamentaire—testamentary executor.....	\$177 98	Cotisations annuelles—Annual assessments.	
139	St-Laurent —St. Lawrence....		505	.....	10 et—and 12	St-Bernard.....	Succession—estate Mary Ana McGuire. Chs. Arthur Sara, exécuteur testamentaire—testamentary executor	149 94	Cotisations annuelles—Annual assessments.	
170	St-Laurent —St. Lawrence....		55	2 et partie de —and part of 10.....	29	Durocher.....	Annie Whelan.....	161 70	Cotisations annuelles—Annual assessments.	
171	St-Laurent —St. Lawrence....		55	1.11 et partie de—and part of 10.	31	Durocher.....	Annie Whelan.....	235 20	Cotisations annuelles—Annual assessments.	
172	St-Laurent —St. Lawrence....		55	3	27	Durocher.....	Annie Whelan et—and Rose Parnell Whelan.....	161 70	Cotisations annuelles—Annual assessments.	

178	St-Louis...	85	.....	18	Lagauchetière Est --East.....	Louis Vineberg et--and Issac Vineberg.....	597 61	Cotisations annuelles et spéciales--Annual and special assessments.....
179	St-Louis...	89	.....	28 et--and 30	Lagauchetière Est --East.....	M. Charpentier, veuve de--widow of B. Demers.....	4 89	Cotisations spéciales--Special assessments.
182	St-Louis...	341	.....	91, 93, 95 et--and 97	Dorchester Est-- East.....	Louis Jacobs.....	4 82	Cotisations spéciales--Special assessments.
186	St-Louis...	567	.....	27	Demontigny Est --East.....	Maxime Hirsh Axelrad.....	76 23	Cotisations annuelles--Annual assessments.
187	St-Louis...	681	.....	236, 238, 240 et-- and 242	Sanguinet.....	Dame Hedwige Durand, épouse de-- wife of Louis Bédard.....	108 70	Cotisations annuelles--Annual assessments.
190	St-Louis ..	Parties de-- part of 744	.....	358, St-Denis 280, 282 et--and 284.....	Ontario est--east.	Raoul Guibault.....	337 81	Cotisations annuelles--Annual assessments.
191	St-Louis ..	746 h	.....	.....	Sanguinet.	Dell-Miss Philomène C. Cherrier et --and Marie Josephite Louise Cherrier, veuve de--widow of Denis Henri Sénécal.....	88 05	Cotisations annuelles--Annual assessments.
194	St-Louis ..	942	Partie de-- part of 6	221 et--and 225 47, 49 et--and 51	Avenue Coloniale, Avenue des Pies	Jos. O'Callaghan Mignault.....	12 65	Cotisations spéciales--Special assessments.
197	St-Louis ..	Partie de-- part of 1027	.....	1041 et--and 1043	Boulevard St- Laurent.....	Rosa Saussman épouse de--wife of David Solomon.....	64 34	Cotisations spéciales--Special assessments.
205	St-Louis ..	902	110	530, 532 et--and 1	St-Denis..... Carré St. Louis sq.	Dame Césarie Hurteau veuve de-- widow of Napoléon Brault.....	529 03	Cotisations annuelles--Annual assessments

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—*Suite.*

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—*Continued.*

No de la cédule. Schedule No.	Quartier.	No du cadastre	Subdivision.	No de la rue.	Rue.	Propriétaire cotisé.	Montant réclamé.	Nature des réclamations.	Noms des quartiers pour fins municipales.—Names of wards for municipal purposes.
	Ward.	Cadastral No.		Street number.	Street.	Assessed proprietor.	Amount claimed.	Nature of claims.	
206	St-Louis ..	902	122	570	St-Denis.....	Dame Rosalie Thompson épouse de —wife of Ferdinand Bayard.....	\$223 05	Cotisations annuelles—Annual assessments.	
212	St-Louis ..	907	1a	112	Laval (avenue)...	Marie Louise Généreux épouse de— wife of Léon Fréchon	15 47	Cotisations spéciales—Special assessments.	
<p>Sujet à la substitution créée par le testament d'Esprit Anaclet Généreux, devant N. Pérodeau, N. P., le 28 novembre 1900, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement pour Montréal-Est, le 20 juin 1903, sous le No 58,086.—Subject to the substitution created by the last will and testament of Esprit Anaclet Généreux, before N. Pérodeau, N. P., on the 28th November, 1900 and duly registered in the registry office for Montreal-East, on the 20th June, 1903, under No. 58,056.</p>									
215	St-Jacques —St. James	Partie de— part of 394	.....	111, 113, 115 et— and 117	Amherst.....	Hedwidge Durand épouse de— wife of Louis Bédard.....	576 95	Cotisations annuelles et spéciales—Annual and special assessments.	
242	St. Jacques St. James	1084	2, 3, 4, 5, 6	1, 3a, 3b, 3c, 3d, 5, 7, 9a, 9b, 9c, 9d, 11, 13, 15a, 15b, 15c, 15d, et— and 17	Place Jubilé.....	Lazarus Millman, John Rosenberg et —and Yetta Rill, épouse de—wife of d'Alexander Schuman.....	184 89	Cotisations spéciales—Special assessments.	Lafontaine.
	St. Jacques St. James	1084	7, 8, 9, 10 et —and 11	2, 4, 6a, 6b, 6c, 6d, 8, 10, 12a, 12b, 12c, 12d, 14, 16, 18a, 18b, 18c, 18d, 20, 22	Place Jubilé.....	Lazarus Millman, John Rosenberg et— and Yetta Rill épouse de—wife of d'Alexander Schuman.....	184 42	Cotisations spéciales—Special assessments.	Lafontaine.

246	St. Jacques St. James	1202	12	701	St Denis	Olier Jutras	149 55	Cotisations annuelles Annual assessments.	Lafontaine
256	Ste Marie- St. Mary's	Partie de— part of 71	.....	817, 819, 821, 823 et--and 825	Notre-DameEst— East.....	Dame Rose de Lima Godmer épouse de—wife of Cléophas Roussin	225 00	Cotisations annuelles—Annual assessments.	Papineau.
261	Ste Marie- St. Mary's	313	.....	91, 93, 95, 97, 99, 101, 103, 105, 107 238 et--and 240	Ste-Rose..... Panet	Dlle Maria Dubois	5 35	Cotisations spéciales—Special assessments.	Papineau.

Sujet à la substitution créée par le testament de Georgiana Lescarbeau, veuve de Louis Cousineau, devant G. A. Bourdeau, N. P., le 31 janvier 1904, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement pour Montréal-Est, le 30 mai 1904, sous le numéro 60442.—Subject to the substitution created by the last will and testament of Georgiana Lescarbeau, widow of Louis Cousineau, before G. A. Bourdeau, N. P., on the 31st January, 1904, and duly registered in the registry office for Montreal East, on the 30th May, 1904, under No. 60442.

267	Ste Marie- St. Mary's	711	.....	761 301, 303 309 et--and 311	Ste-Catherine Est —East..... Panet.....	Edouard Lacas	13 33	Cotisations spéciales—Special assessments.	Papineau.
268	Ste Marie- St. Mary's	785	.....	375a, 377 379 et--and 381	Panet.....	Jules Archambault.....	4 41	Cotisations spéciales—Special assessments.	Papineau.
271	Ste Marie- St. Mary's	870	.....	430 et--and 430a	Champlain	Damase Trudeau, sr.....	80 68	Cotisations annuelles—Annual assessments.	Papineau.
272	Ste-Marie- St. Mary's	970	.....	537, 339 et- and 541	Visitation.....	Joseph Gustave Vinet.....	95 38	Cotisations annuelles—Annual assessments.	Papineau.
276	Ste-Marie- St. Mary's	Partie de— Part of 1292.	.....	.....	Chaussé.....	Dame Amelia S. Stanley veuve de —widow of Charles Sheppard.....	95 91	Cotisations annuelles—Annual assessments.	
277	Ste-Marie- St. Mary's	Partie de— Part of 1292.	.....	.....	Chaussée.....	Dame Amelia S. Stanley, veuve de —widow of Charles Sheppard.....	94 80	Cotisations annuelles et spéciales—Annual and special assessments.	

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—*Suite.*NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—*Continued.*

No de la cédule. Schedule No.	Quartier. Ward.	No du cadastre Cadastral No.	Subdivision.	No de la rue. Street number.	Rue. Street.	Propriétaire cotisé. Assessed proprietors.	Montant réclamé. Amount claimed.	Nature des réclamations. Nature of claims.	Noms des quartiers pour fins municipales.—Names of wards for municipal purposes.
284	Ste-Marie-St. Mary's	633	6-et-and 7	229, 231 et—and 233	Papineau Avenue	Joseph Beauchamp.....	\$60 20	Cotisations annuelles—Annual assessments.	Papineau.
289	Ste-Marie-St. Mary's	1223	Partie de — Part of 10.	.....	Avenue DeLorimier—Avenue.	Camille Bourdon.....	8 06	Cotisations spéciales—Special assessments.	Papineau.
297	Ste-Marie-St. Mary's	1292 1296	60 14	.....	Chaussé.....	Amelia S. Stanley, veuve de — widow of Charles Sheppard.....	4 58	Cotisations spéciales—Special assessments.	
298	Ste-Marie-St. Mary's	1292 1296	61 15	.....	Chaussé.....	Amelia S. Stanley, veuve de — widow of Charles Sheppard.....	4 52	Cotisations spéciales—Special assessments.	
299	Ste-Marie-St. Mary's	1292 1296	62 16	.....	Chaussé.....	Amelia S. Stanley, veuve de — widow of Charles Sheppard.....	4 58	Cotisations spéciales—Special assessments.	
300	Ste-Marie-St. Mary's	1292 1296	55 9	585	Chaussé.....	Amelia S. Stanley, veuve de — widow of Charles Sheppard.....	9 47	Cotisations spéciales—Special assessments.	
301	Ste-Marie-St. Mary's	1292 1296	56 10	.....	Chaussé.....	Amelia S. Stanley, veuve de — widow of Charles Sheppard.....	9 47	Cotisations spéciales—Special assessments.	

302	Ste-Marie St Mary's	1292 1296	50 4	.....	Chaussé.....	Amelia S. Stanley, veuve de—widow of Charles Sheppard.....	9 47	Cotisations spéciales—Special assessments.
304	Ste-Marie St Mary's	1292 1296	52 6	595 et—and 597	Chaussé.....	Amelia S. Stanley, veuve de—widow of Charles Sheppard.....	9 47	Cotisations spéciales—Special assessments.
306	Ste-Marie St Mary's	1292 1296	54 8	587	Chaussé.....	Amelia S. Stanley, veuve de—widow of Charles Sheppard.....	9 47	Cotisations spéciales—Special assessments.
308	Ste-Marie St Mary's	1292 1296	47 1	.....	Chaussé.....	Amelia S. Stanley, veuve de—widow of Charles Sheppard.....	4 58	Cotisations spéciales—Special assessments.
309	Ste-Marie St Mary's	1292 1296	48 2	673 et—and 675	Chaussé.....	Amelia S. Stanley, veuve de—widow of Charles Sheppard.....	4 58	Cotisations spéciales—Special assessments.
310	Ste-Marie St Mary's	1292	35	.....	Chaussé.....	Amelia S. Stanley, veuve de—widow of Charles Sheppard.....	23 92	Cotisations annuelles et spéciales— Annual and special assessments.
311	Ste-Marie St Mary's	1292	34	570	Chaussé.....	Amelia S. Stanley, veuve de—widow of Charles Sheppard.....	23 92	Cotisations annuelles et spéciales— Annual and special assessments.
329	Ste-Marie St Mary's	1296	38	.....	Parthenais	Amelia S. Stanley, veuve de—widow of Charles Sheppard.....	14 20	Cotisations spéciales—Special assessments.
330	Ste-Marie St Mary's	1296	37	.....	Parthenais	Amelia S. Stanley, veuve de—widow of Charles Sheppard.....	14 20	Cotisations spéciales—Special assessments.

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—*Suite.*

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—*Continued.*

No de la cédule. Schedule No.	Quartier. — Ward.	No du cadastre — Cadastral No.	Subdivision.	No de la rue. — Street number.	Rue. — Street.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietor.	Montant réclamé. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of claims.	Noms des quartiers pour fins municipi- pales.—Names of wards for municipi- pal purposes.
331	Ste-Marie St Mary's	1296	36	.....	Parthenais.....	Amelia S. Stanley, veuve de—widow of Charles Sheppard.....	\$14 20	Cotisations spéciales—Special assessments.	
332	Ste-Marie St Mary's	1296	34	600 et—and 602	Parthenais.....	Jean-Bte Marsan.....	14 20	Cotisations spéciales—Special assessments.	
333	Ste Marie St Mary's	1362	2 et parties de 1, 3, 4 et 5— 2 and parts of 1, 3, 4 and 5.	246, 248, 250, 252, 254 et—and 256	Poupart.....	Dame Hedwige Durand épouse de— wife of Louis Bédard.....	153 82	Cotisations annuelles—Annual assessments.	
337	Partie du village incorporé de la Côte Visitation maintenant annexé à la cité de Montréal—Part of the incorporated village of Côte Visitation now annexed to the city of Montreal.	172	683	.....	7e—7th Avenue.	Thomas Voisine.....	62 20	Cotisations spéciales—Special assessments.	Ste-Marie — St Mary's.
338		172	702	.....	7e—7th Avenue.	Zotique Bessette.....	14 04	Cotisations spéciales—Special assessments.	Ste-Marie — St Mary's.
340		172	768	351	8e—8th Avenue.	Richard G. Johnson.....	14 05	Cotisations spéciales—Special assessments.	Ste-Marie — St Mary's.
344		172	783	.....	9e—9th Avenue.	Thomas Voisine.....	24 30	Cotisations spéciales—Special assessments.	Ste-Marie — St Mary's.
347		172	833, 834 et— and 835	.....	9e—9th Avenue.	Hormisdas Dagenais.....	72 92	Cotisations spéciales—Special assessments.	Ste-Marie — St Mary's.

349	Partie du village incorporé de la Côte Visitation maintenant annexé à la Cité de Montréal.—Part of the incorporated village of Cote Visitation now annexed to the city of Montreal.	172	994	.....	Masson	Marcel Perrault.....	4 20	Cotisations annuelles—Annual assessments.	Ste-Marie — St Mary's.
351		172	1256	271 et —and 273	Masson	Adélarde Cardinal.....	17 20	Cotisations spéciales—Special assessments.	Ste-Marie — St Mary's.	
352		172	1258	.....	Masson	Pantaléon A. Terriault.....	17 21	Cotisations spéciales—Special assessments.	Ste-Marie — St Mary's.
353		172	1259	.....	Masson	The Rosemount Land and Improvement Co'y.....	17 92	Cotisations spéciales—Special assessments.	Ste-Marie — St Mary's.
359		172	1761	.....	5e—5th Avenue.	Joseph Biron.....	3 15	Cotisations annuelles—Annual assessments.	Ste-Marie — St Mary's.
369	Partie du village d'Hochelega maintenant annexée à la cité de Montréal.—Part of the village of Hochelega now annexed to the city of Montreal.	Partie de— Part of 72.....	.....	1652, 1654, 1656, 1658, 1660, 1662, 1664, 1666	Notre-Dame Est —East.....	Dame Hedwige Durand, épouse de— wife of Louis Bédard.....	194 48	Cotisations annuelles et Spéciales—Annual and special assessments.	
431		50	178	519, 521, 521a, 521b, 523 et— and 525	St-Germain.....	Joseph Beaulieu.....	7 79	Cotisations spéciales—Special assessments.		
443		54	Parties de— part of 55, 56, 57 et— and 58	1958, 312	Ontario Est—East Desery.....	Julie Monarque, veuve de—widow of Joseph Versailles.....	36 98	Cotisations spéciales—Special assessments.	
464		172	13	Dufresne.....	Succession—Estate L. A. Drapeau..	44 60	Cotisations annuelles et spéciales—Annual and special assessments.....	Ste-Marie— St. Mary's.
465		29	161	2214, 2216 et— and 2218, 389 et—and 391	Ontario Est—East Aylwin.....	Joseph Arthur Richard.....	213 22	Cotisations annuelles et spéciales—Annual and special assessments.....	

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—*Suite.*

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES,—*Continued.*

No de la cédule.	Schedule No.	Quartier. — Ward.	No du cadastre — Cadastral No.	Subdivision.	No de la rue. — Street number.	Rue. — Street.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietor.	Montant réclaté. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of claims.	Noms des quartiers pour fins municipi- pales.—Names of wards for municipi- pal purposes.
467		Village Saint-Jean-Baptiste, maintenant annexé à la cité de Montréal.—Village of Saint Jean Baptiste, now annexed to the city of Montreal.	33, 34 et partie de— and part of 35..	1431, 1433 et— and 1435 90 et—92	Cadieux..... Marie Anne Est— East.....	Dame Hedwige Durand, épouse de —wife of Louis Bédard.....	\$120 00	Cotisations annuelles—Annual assessments.	St-Jean-Bte.
469	215		.....	1513	St-Dominique....	Hyman Babott.....	76 05	Cotisations annuelles—Annual assessments.	St-Jean-Bte.
470	216		.....	1509	St-Dominique....	Hyman Babott.....	76 05	Cotisations annuelles—Annual assessments.	St-Jean-Bte
481	1		276	814, 816 et— and 818	Marie Anne.....	Armantine Brault, veuve de—widow of Achille Michaud.....	4 32	Cotisations spéciales—Special assessments.	Duvernay.	
509	16		Parties de— Parts of 6, 7, 8	776, 778, 780 et —and 782	Avenue Laval— Laval avenue..	Dame Sophie Bercovitch, épouse de —wife of Marco Labis.	205 45	Cotisations annuelles—Annual assessments.	St-Jean-Bte.	
512	431		Parties de— Parts of 1 & 2	1208, 1210, 1214, 1216 et—1218	Boulevard Saint- Laurent	Dame Rosalie J. Thompson, épouse de—wife of Ferdinand Bayard....	262 07	Cotisations annuelles—Annual assessments.	St-Jean-Bte.	
513	431		6	165, 167 et— and 169	Mitcheson.....	Dame Rosalie J. Thompson, épouse de—wife of Ferdinand Bayard....	115 50	Cotisations annuelles—Annual assessments.	St-Jean-Bte.	

514	Village Saint-Jean-Baptiste, maintenant annexé à la cité de Montréal.—Village of Saint Jean Baptiste now annexed to the city of Montreal.	431	Parties de— Parts of 3 & 4	1204 et—1206	Boulevard Saint-Laurent	Dame Rosalie J. Thompson, épouse de—wife of Ferdinand Bayard....	157 02	Cotisations annuelles—Annual assessments.	St-Jean-Bte.
515		431	7	159, 161 et—and 163	Mitcheson.	Dame Rosalie J. Thompson, épouse de—wife of Ferdinand Bayard ...	115 50	Cotisations annuelles—Annual assessments.	St-Jean-Bte.
516		431	8	151, 153 et—and 155	Mitcheson	Dame Rosalie J. Thompson, épouse de—wife of Ferdinand Bayard... .	115 50	Cotisations annuelles—Annual assessments	St-Jean-Bte.
517		431	9	145, 147 et—and 149	Mitcheson	Dame Rosalie J. Thompson, épouse de—wife of Ferdinand Bayard....	115 50	Cotisations annuelles—Annual assessments.	St-Jean-Bte.
524		457	5	1315, 1317 et— 1319	St-Urbain.....	Dame Ida Lachapelle, veuve de—widow of Odilon Beaudry.....	9 25	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Jean-Bte.
527		2624	.....	Châteauguay	Michael Lonergan.....	27 93	Cotisations annuelles—Annual assessments.	St-Gabriel.	
528		Partie de— part of 2607	.....	317 et—and 319	Châteauguay.....	Michael Lonergan.....	55 86	Cotisations annuelles—Annual assessments.	St-Gabriel.
531	Partie de la paroisse de Montréal, maintenant annexée à la cité de Montréal—part of the parish of Montreal, now annexed to the city of Montreal.	2513	39	160	Avenue Atwater.	Olivier Gignac.....	29 40	Cotisations annuelles—Annual assessments.	St-Gabriel.
532		3167	62	142 et—and 144	Charron.....	James Ellicott.....	69 96	Cotisations annuelles—Annual assessments.	St-Gabriel.
533		3329 3328 3370	4 et—and 1 96	359, 361 290 et—and 292	Charlevoix	Dame—Mrs. Hedwige Durand, Colcrairie..... épouse de—wife of Louis Bédard.	117 77	Cotisations annuelles et spéciales—Annual and special assessments.....	St-Gabriel.

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—*Suite.*

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—*Continued.*

No de la cédule. Schedule No.	Quartier. — Ward.	No du cadastre — Cadastral No.	Subdivision.	No de la rue. — Street number.	Rue. — Street.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietor.	Montant réclamé. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of claims.	Noms des quartiers pour fins municipales.—Names of wards for municipal purposes.
563		5	632	24 et—and 26	Avenue Sherbrooke—Sherbrooke avenue.	William Henry Barry.....	10 59	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Denis.
564		7	638	2597 et—and 2599	St-Hubert,	The Canadian Savings Loan and Building Association	40 35	Cotisations annuelles—Annual assessments.	St-Denis.
572		7	903	1849 et—and 1849a	Labelle	Azarias Levesque,.....	5 25	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Denis.
573		7	1038	.....	Labelle.....	Azarias Levesque.....	16 79	Cotisations annuelles et spéciales—Annual and special assessments.....	St-Denis.
574		7	1039	2344	Labelle	Azarias Levesque.....	29 39	Cotisations annuelles et spéciales—Annual and special assessments.....	St-Denis.
584		160	,9	1197	St-Denis	Hector Prévost (grevé de substitution)	4 33	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Denis.
<p>Sujet à la substitution créée par le testament de feu Amable Prévost, devant J. Belle, N. P., le 24 décembre 1844, et le codicile du 22 juin 1860, devant le dit notaire, et enregistrés par bordereau au bureau d'enregistrement pour Montréal Ouest, le 16 août 1872, sous le numéro 1661.—Subject to the substitution created by the last will and testament of late Amable Prévost, before J. Belle, N. P., on the 24th December, 1844, and the codicile of the 22nd June, 1860, before the said notary, and registered by bordereau in the registry office for Montreal West, on the 16th August, 1872, under the No. 1661.</p>									
585		160	10	1199	St-Denis.....	Hector Prévost (grevé de substitution)	4 33	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Denis.
<p>Sujet à la substitution créée par le testament de feu Amable Prévost, devant J. Belle, N. P., le 24 décembre 1844, et le codicile du 22 juin 1860, devant le dit notaire, et enregistrés par bordereau au bureau d'enregistrement pour Montréal Ouest, le 16 août 1872, sous le No 1661.—Subject to the substitution created by the last will and testament of late Amable Prévost, before J. Belle, N. P., on the 24th December, 1844, and the codicile of the 22nd June, 1860, before the said notary, and registered by bordereau in the registry office for Montreal West, on the 16th August, 1872, under No. 1661.</p>									
586		160	11	1201	St-Denis.....	Hector Prévost (grevé de substitution)	4 34	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Denis.

Partie du village de la Côte St-Louis, maintenant annexée à la cité de Montréal.—Part of the village of la Côte St. Louis, now annexed to the city of Montreal.

Sujet à la substitution créée par le testament de feu Amable Prévost, devant J. Belle, N. P., le 24 décembre 1844, et le codicille du 22 juin 1860, devant le dit notaire, et enregistrés par bordereau au bureau d'enregistrement pour Montréal Ouest, le 16 août 1872, sous le No 1661.—Subject to the substitution created by the last will and testament of late Amable Prévost, before J. Belle, N. P., on the 24th December, 1844, and the codicile of the 22nd June, 1860, before the said notary, and registered by bordereau in the registry office for Montreal West, on the 16th August, 1872, under number 1661.

594	162 165	233 et—and 17	1228, 1230 et—and 1230a	St-Denis.....	Zotique Riopel.....	171 32	Cotisations annuelles et spéciales—Annual and special assessments.....	St-Denis.
595	162 165	234 et—and 16	.....	St-Denis.....	Zotique Riopel.....	45 32	Cotisations annuelles et spéciales—Annual and special assessments.....	St-Denis.
595A	196	Parties de 32 et 33—Part of 32 and 33	1, 3, 5, 7, 9, 11, 13, 15, 17, 19, 21 et—and 23..	Avenue Porche- ron et—and Dro- let avenue.....	Alexandre Jodoin.....	286 50	Cotisations annuelles—Annual assessments.	St-Denis.
595B	196	35 et partie de 36 — 35 and part of 36	2, 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18, 20, 22 et—and 24.....	Avenue Porche- ron et—and Dro- let avenue.....	Alexandre Jodoin.....	292 90	Cotisations annuelles—Annual assessments.	St-Denis.
649	325	159	.....	Resther.....	Oscar Boivin.....	7 81	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Denis.
650	325	159a	111 et—and 113	Resther.....	Oscar Boivin.....	7 81	Cotisations spéciales.—Special assessments	St-Denis.
668	325	463	.....	St-André.....	Richard Amédée Brosseau.....	47 87	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Denis.
696	339	287	301 et—and 303	Garnier.....	Nathan alias Naten Maxman.....	4 10	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Denis.
698	339	527	.....	Laurier.....	Alphonsine Valiquette, veuve de— widow of Joseph Beaudry, Joseph Philippe Beaudry, Dunbord Beau- dry et—and Simone Beaudry.....	34 20	Cotisations annuelles et spéciales.—Annual and special assessments.	St-Denis.

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—*Suite.*

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—*Continued.*

No de la cédule. Schedule No.	Quartier. — Ward.	No du cadastre — Cadastral No.	Subdivision.	No de la rue. — Street number.	Rue. — Street.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietor.	Montant réclaté. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of claims.	Noms des quartiers pour fins municipales.—Names of wards for municipal purposes.
706	Partie de la paroisse du Sault-au-Recollet, maintenant annexée à la cité de Montréal.—Part of the parish of Sault-au-Recollet, now annexed to the city of Montreal.	488	42b	.....	St-André.....	Frank Edgar Spershott.....	\$3 15	Cotisations annuelles.—Annual assessment.	St-Denis.
717		2629	246	.....	Avenue du Parc et de l'Île.....	Azarie Levesque.....	5 27	Cotisations annuelles.—Annual assessments.	St-Denis....
718		2629	247	.....	Avenue du Parc et de l'Île.....	Azarie Levesque.....	7 20	Cotisations annuelles.—Annual assessments.	St-Denis....
733		2630	536	3676, 3678 et— and 3680	St-Hubert.....	Angelo Gagliardi.....	59 68	Cotisations annuelles.—Annual assessments.	St-Denis....

759	1263 1264	Partie de 2 et partie de —part of	115, 117 119, 121						
	1265		123 et—and 125	Du couvent.....	Dame Rose de Lima Desautels, épouse de—wife of Joseph Jacob.....	124 25	Cotisations annuelles.—Annual assessments.	St-Henri.	
763	1703	69	44 et—and 46	St-Rémi.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de—widow of Charles H. Letourneux.....	3 42	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.	
764	1703	70	40 et—and 42	St-Rémi.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de—widow of Charles H. Letourneux.....	3 42	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.	
765	1703	122	24 et—and 26	St-Rémi.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de—widow of Charles H. Letourneux.....	18 79	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.	
766	1703	76	.....	Chemin de la Côte St-Paul.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de—widow of Charles H. Letourneux.....	52 10	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.	
767	1703	107	.....	Dagenais.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de—widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.	
768	1703	136	.....	Dagenais.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de—widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.	
769	1703	102	.....	Dagenais.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de—widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.	
770	1703	101	.....	Dagenais.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de—widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.	
771	1703	100	.....	Dagenais.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de—widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.	

Partie de la paroisse de Montréal, ci-devant de la cité de Saint-Henri de Montréal, maintenant annexée à la cité de Montréal.—Part of the parish of Montreal, heretofore of the city of Saint Henry of Montreal, now annexed to the city of Montreal.

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—*Suite.*

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—*Continued*

No de la cédule. Schedule No.	Quartier.	No du cadaastre	Subdivision.	No de la rue.	Rue.	Propriétaire cotisé.	Montant réclamé.	Nature des réclamations.	Noms des quartiers pour fins municipales.—Names of wards for municipal purposes.
	Ward.	Cadastral No.		Street number.	Street.	Assessed proprietor.	Amount claimed.	Nature of claims.	
772	Partie de la paroisse de Montréal, ci-devant de la cité de Saint-Henri de Montréal, maintenant annexée à la cité de Montréal.— Part of the parish of Montreal, heretofore of the city of Saint Henry of Montreal, now annexed to the city of Montreal.	1703	99	62 et—and 64	Dagenais.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de—widow of Charles H. Letourneux.....	\$15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
773		1703	98	58 et—and 60	Dagenais.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de—widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
774		1703	97	54 et— and 56	Dagenais.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de— widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
775		1703	86	.....	Dagenais.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St Henri.
776		1703	85	.....	Dagenais.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de— widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
778		1703	83	38 et—and 40	Dagenais.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de— widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
779		1703	82	.....	Dagenais.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de— widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.

780	1793	81	30 et—and 32	Dagenais.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de— widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
781	1703	80	26 et—and 28	Dagenais.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de— widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
782	1703	79	22	Dagenais.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de— widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
785	1703	68	48 et—and 50	St-Rémi.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de— widow of Charles H. Letourneux.....	31 80	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
786	1703	50	58 et—and 60	St-Rémi.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de— widow of Charles H. Letourneux.....	31 45	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
787	1703	49	.....	St-Rémi.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de— widow of Charles H. Letourneux.....	3 06	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
789	1703	63	29 et—and 31	Dagenais.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de— widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
790	1703	64	33 et—and 35	Dagenais.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de— widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
791	1703	65	37 et—and 39	Dagenais.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de— widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
792	1703	66	41 et—and 43	Dagenais.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de— widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
793	1703	72	.....	Dagenais.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de— widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.

Partie de la paroisse de Montréal, ci-devant de la cité de Saint-Henri de Montréal, maintenant annexée à la cité de Montréal.—Part of the parish of Montreal, heretofore of the city of Saint Henry of Montreal, now annexed to the city of Montreal.

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—*Suite.*

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—*Continued.*

No de la schedule.	Schedule No.	Quartier. — Ward.	No du cadastre — Cadastral No.	Subdivision.	No de la rue. — Street number.	Rue. — Street.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietor.	Montant réclamé. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of claims.	Noms des quartiers pour fins municipales.—Names of wards for municipal purposes.
794			1703	73	.....	Dagenais.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
800			1703	238	136 et—and 138	Ste-Marie—St. Mary's.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
801			1703	239	132 et—and 134	Ste-Marie—St. Mary's.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
802			1703	240	130 et—and 132	Ste-Marie—St. Mary's.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
803			1703	241	126 et—and 128	Ste-Marie—St. Mary's.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
804			1703	242	122 et—and 124	Ste-Marie—St. Mary's.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.

Partie de la paroisse de Montréal, ci-devant de la cité de Saint-Henri de Montréal, maintenant annexée à la cité de Montréal.—
Part of the parish of Montreal, heretofore of the city of Saint Henry of Montreal, now annexed to the city of Montreal.

805
807
808
810
812
813
814
816

Partie de la paroisse de Montréal, ci-devant de la cité de Saint-Henri de Montréal, maintenant annexée à la cité de Montréal.—Part of the parish of Montreal, heretofore of the city of Saint Henry of Montreal, now annexed to the city of Montreal.

1703	246		Ste-Marie—St. Mary's.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
1703	249	110	Ste-Marie—St. Mary's.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
1703	250		Ste-Marie—St. Mary's.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
1703 3413	253 et— and 92	92 et— and 94	Ste-Marie—St. Mary's.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
1703	247	114 et— and 116	Ste-Marie—St. Mary's.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
3413	95	82 et— and 84	Ste-Marie—St. Mary's.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
3413	97 et— and 98	70, 72, 74	Ste-Marie—St. Mary's.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	30 64	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
3413	99	66 et - and 68	Ste-Marie—St. Mary's.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
3413	100		Ste-Marie—St. Mary's.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—*Suite.*

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—*Continued.*

No de la cédule. Schedule No.	Quartier.	No du cadastre	Subdivision.	No de la rue.	Rue.	Propriétaire cotisé.	Montant réclaté.	Nature des réclamations.	Noms des quartiers pour fins municipales.—Names of wards for municipal purposes.
	Ward.	Cadastral No.		Street number.	Street.	Assessed proprietor.	Amount claimed.	Nature of claims.	
817	Partie de la paroisse de Montréal, ci-devant de la cité de Saint-Henri de Montréal, maintenant annexée à la cité de Montréal.— Part of the parish of Montreal, heretofore of the city of Saint Henry of Montreal, now annexed to the city of Montreal.	3413	101	58 et and 60	Ste-Marie—St. Mary's.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
818		3413	102	56	Ste-Marie—St. Mary's.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
819		3413	103	54a et—and 54b	Ste-Marie—St. Mary's.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
820		3413	104	52 et—and 54	Ste-Marie—St. Mary's.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
821		3413 1703	106 et—and 254.	48 et—and 50	Ste-Marie—St. Mary's	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.

822	1703	255	44 et—and 46	Ste-Marie—St. Mary's.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
823	1703	256	40 et—and 42	Ste-Marie— St. Mary's.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
824	1703	257	.....	Ste-Marie—St. Mary's.....	Dame Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de — widow of Charles H. Letourneux.....	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
825	1703	258	38a et and 38b	Stc-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de—widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
826	1703	259	36 et—and 38	Ste Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de—widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri,
827	1703	262	24 et—and 26	Ste Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de—widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
828	1703	261	28 et—and 30	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de—widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
829	1703	263	20 et—and 22	Ste-M arie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de—widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales.—Soecial assessments.	St-Henri.
830	1703	264		Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de—widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
831	1703	265	14	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de—widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales.—Spécial assessments.	St-Henri.

Partie de la paroisse de Montréal, ci-devant de la cité de Saint-Henri de Montréal, maintenant annexée à la cité de Montréal.—Part of the parish of Montreal, heretofore of the city of Saint-Henry of Montréal, now annexed of the city of Montreal.

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—*Suite.*

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—*Continued.*

No de la cédule. Schedule No.	Quartier. — Ward.	No du cadastre — Cadastral No.	Subdivision.	No de la rue. — Street number.	Rue. — Street.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietor.	Montant réclaté. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of claims.	Noms des quartiers pour fins municipales.—Names of wards for municipal purposes.
832	Partie de la paroisse de Montréal, ci-devant de la cité de Saint-Henri de Montréal, maintenant annexée à la cité de Montréal.— Part of the parish of Montreal, heretofore of the city of Saint-Henry of Montreal, now annexed to the city of Montreal.	1703	266	12	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.St-Henri.	
833		1703	267	8 et-and 10	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.St-Henri.	
834		1703	268	4 et-and 6a	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.St-Henri.	
835		1703	270	4 et-and 6	St Rémi.....	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	23 00	Cotisations spéciales.—Special assessments.St-Henri.	
836		1703	229		Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	16 11	Cotisations spéciales.—Special assessments.St-Henri.	
837		1703	228	5 et-and 7	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	16 11	Cotisations spéciales.—Special assessments.St-Henri.	
838		1703	227	9	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	16 11	Cotisations spéciales.—Special assessments.St-Henri.	

839	1703	221	25	Ste Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
840	1703	219	27a et-and 29	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
841	1703	218 et-and 217	29a et-and 31	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	30 64	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
842	1703 3413	216 et-and 117	33 et-and 35	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales.—Spécial assessments.	St-Henri.
844	3413 1703	114 213	45	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales.—Spécial assessments.	St-Henri.
845	1703 3413	210-2 111-2	55	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	7 65	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Henri.
846	1703	194	65 et-and 67	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Henri.
847	1703	193	69 et-and 71	Ste Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Henri
848	1703	192	71 et-and 73	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales Special assessments.	St-Henr
849	1703	191	75 et-and 77	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Henri

Partie de la paroisse de Montréal, ci-devant de la cité de Saint-Henri de Montréal, maintenant annexée à la cité de Montréal.—Part of the parish of Montreal, heretofore of the city of Saint Henry of Montreal, now annexed to the city of Montreal.

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—*Suite.*

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—*Continued.*

No de la cédule. Schedule No.	Quartier.	No du cadastre	Subdivision.	No de la rue.	Rue.	Propriétaire cotisé.	Montant réclamé.	Nature des réclamations.	Noms des quartiers pour fins municipales.—Names of wards for municipal purposes.	
	Ward.	Cadastral No.		Street number.	Street.	Assessed proprietor.	Amount claimed.	Nature of claims.		
850	Partie de la paroisse de Montréal, ci-devant de la cité de Saint-Henri de Montréal, maintenant annexée à la cité de Montréal.— Part of the parish of Montreal, heretofore of the city of Saint Henry of Montreal, now annexed of the city of Montreal.	1703	190	79 et-and 81	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Henri.	
851		1703	188	87 et-and 89	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Henri.	
852		1703	186		Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Henri.	
853		1703	185		Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Henri.	
855		1703	183		99 et-and 101	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	15 52	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Henri.
856		1703	182			Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Henri.
857		1703	181		103	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Henri.

858	1703	180	105	Ste Mari — St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Henri.
859	1703	179	107 et-and 109	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Henri.
860	1703	178	111 et-and 113	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	15 32	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Henri.
861	1703	161	151	Ste-Marie— St. Mary's	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	90 55	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Henri.
862	1703	160	15 et-and 17	Chemin de la-road of the côte St. Paul	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	23 00	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Henri.
863	1703	159	19 et-and 21	Chemin de la-road of the côte St. Paul	Dme Flavie Lenoir dit Rolland, veuve de-widow of Charles H. Letourneux	18 40	Cotisations spéciales—Special assessments.	St-Henri.
865	1722	Partie de— Part of 61	54	Beaudoin				
			271, 273, 275 et-and 277	Ste-Emélie	Alfred De Sève.....	13 98	Cotisations spéciales.—Special assessments.	St-Henri.
869	25	16-1, 2, 3	.....				
	25	17-1, 2, 3	.....				
	25	18-1, 2, 3	.....				
	25	19-1, 2, 3	.....				
	25	20-1, 2, 3	.....				
	25	21-1, 2, 3	.....	De la Montagne .	Succesaion—estate Pierre Claude, Regina Claude, épouse de— wife of Emile Demers, Raoul Claude, Berthe Claude, épouse de—wife of Alcide Dagenais.....	324 75	Cotisations spéciales—Spécial assesments..	Mont Royal
878	28	14						
	28	Partie de— Part of 13						
	28	6-6	882	Maplewood (ave-nue) de la Mon-tagne				
	28	6 partie de— part of 5	401		Amédée, Paquette.....	116 91	Cotisations spéciales—Special assessments..	Mont Royal

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—*Suite.*

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—*Continued.*

No de la cédulé. Schedule No.	Quartier. Ward.	No du cadastre Cadastral No.	Subdivision.	No de la rue. Street number.	Rue. Street.	Propriétaire cotisé. Assessed proprietor.	Montant réclamé. Amount claimed.	Nature des réclamations. Nature of claims.	Noms des quartiers pour fins municipales.—Names of wards for municipal purposes.	
899	Partie du village incorporé de la Côte Visitation, maintenant annexé à la cité de Montréal.—Part of village incorporated de la Côte Visitation, now annexed to the city of Montreal.	Partie de— Part of 152.		820	Avenue Delorimier.....	Bridget McEvoy.....	302 45	Cotisations annuelles—Annual assessments.	De Lorimier.	
903		7	201	1844	Chapleau.....	Dame Eva Boudreau, veuve de— widow of Alf. Duchesneau.....	7 25	Cotisations annuelles - Annual assessments.	De Lorimier.	
904		48	2	1151, 1153	1155 et—and 1157	Rachel Est.....	La Commission scolaire de St-Grégoire le Thaumaturge—School Commission of St-Grégoire le Thaumaturge	334 60	Cotisations annuelles et spéciales—Annual and special assessments	De Lorimier.
		47	2							
		11	Partie de— Part of 20							
905	12	377			Des Erables.....	La municipalité scolaire de St-Grégoire le Thaumaturge—School municipality of St. Grégoire le Thaumaturge	9 92	Cotisations annuelles—Annual assessments.	De Lorimier.	

Pour être vendues à mon bureau, dans la cité de Montréal, SAMEDI, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Un dépôt sera exigé du plus haut enchérisseur, avant l'adjudication finale, suivant le paragraphe 401, chapitre 58, 62 Victoria, P. Q.

Bureau du Shérif,

Montréal, 7 septembre 1910.

L. J. LEMIEUX,

Shérif.

3936

To be sold at my office, in the city of Montreal, on SATURDAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. A deposit shall be exacted from the highest bidder, before final adjudication, according to the paragraph 401, chapter 58, 62 Victoria, P. Q.

Sheriff's Office,

Montreal, 7th September, 1910.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff

3934

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **M**ASSEY HARRIS CO.,
No 7678. } **L**IMITED, Demanderesse ;
contre FRANÇOIS XAVIER CARPENTIER
ALIAS EXAVIER CARPENTIER, Défendeurs, à
savoir :

Lot numéro cinquante-deux (52), dans le huitième rang du canton de Wright, dans le district d'Ottawa —avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et appartenances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le ONZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif. Shérif.
Hull, 1er septembre 1910. 3889
[Première publication, 10 septembre 1910.]

Sheriff's Sales—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **J**EAN SALVAS, Demandeur ;
No 5146. } **M**ICHEL LAMBERT, Défendeur.

Une portion de terre située au village de Massueville, en la paroisse de Saint-Aimé, sur la rue Bonsecours, de soixante-douze pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, le tout plus ou moins, tenant devant à la dite rue Bonsecours, en profondeur à Edouard Hébert, d'un côté à Narcisse Robidoux, et d'autre côté au chemin de fer—avec les bâtisses dessus érigées, laquelle portion de terre est décrite aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Aimé, comme étant une partie du lot numéro cinq cent quarante-cinq (pt. lot No 545).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Aimé, le DOUZIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif. Shérif.
Sorel, 7 septembre 1910. 3893
[Première publication, 10 septembre 1910.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

St-François, à savoir : } **A**NTOINE JOHARGI,
No 229. } **D**emandeur ; contre
MICHEL LIZOTTE, Défendeur.

1° Un morceau de terre situé dans le canton de

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **M**ASSEY, HARRIS CO.,
No 7678. } **L**IMITED, Plaintiffs ; against
FRANÇOIS XAVIER CARPENTIER ALIAS
EXAVIER CARPENTIER, Defendant, to wit :

Lot number fifty two (52), in the eighth range of the township of Wright, in the district of Ottawa —with the buildings and appurtenances thereon.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the ELEVENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Sheriff.
Hull, 1st September, 1910. 3890
[First published, 10th September, 1910.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **J**EAN SALVAS, Plaintiff ; against
No. 5146. } **M**ICHEL LAMBERT, Defendant.

A portion of land situate in the village of Massueville, in the parish of Saint Aimé, on Bonsecours street, of seventy two feet in width by one hundred feet in depth, all more or less, adjoining in front the said Bonsecours street, in depth Edouard Hébert, on one side Narcisse Robidoux, and on the other side the railway—with the buildings thereon erected, which portion of land is described on the official plan and book of reference for the parish of Saint Aimé, as being a part of lot number five hundred and forty five (pt. lot 545.)

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Aimé, on the TWELFTH day of the month of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 7th September, 1910. 3894
[First published, 10th Sep'tember, 1910.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Saint Francis, to wit : } **A**NTOINE JOHARGI,
No. 229. } **P**laintiff ; against **M**ICHEL LIZOTTE, Defendant.

1. A piece of land situate in the township of

Saint-Camille, dans le district de Saint-François, connu et désigné sous le numéro quarante (40), du douzième rang, sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Saint-Camille ; à distraire, cette partie à l'extrémité nord-ouest du dit lot, appartenant à Joseph Bonhomme, mesurant trois acres de profondeur, sur la largeur du dit lot ; le résidu étant borné comme suit : en front au sud-est par le chemin public, en arrière au nord-ouest par partie du même lot, appartenant à Joseph Bonhomme, d'un côté au nord-est au lot de cadastre numéro quarante et un (41), appartenant à Onésime Couture, et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu du lot de cadastre numéro trente-neuf (39), du douzième rang, occupé par le dit défendeur—avec les bâties dessus construites.

2 Tous les droits, ouvrages et améliorations du du défendeur, sur le lot numéro trente-neuf (39), du douzième rang du même canton, sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Saint Camille, excepté, cependant, cette partie du dit lot numéro trente neuf (39), à l'extrémité nord-ouest d'icelui, appartenant aussi au dit Joseph Bonhomme, mesurant trois acres de profondeur sur la largeur du dit lot, le résidu étant borné comme suit : en front par le chemin public, en arrière par partie du même lot, appartenant ou occupé par le dit Joseph Bonhomme, d'un côté par le résidu du dit lot de cadastre numéro quarante (40), en premier lieu décrit, appartenant au dit défendeur, et de l'autre côté par le lot numéro trente-huit (38), du même rang, appartenant à F. C. Gingras.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint Camille, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Sherbrooke, 16 août, 1910.
Première publication, 20 août 1910.]

R. A. BIRON,
Député shérif.
3601.2

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint François.

Trois-Rivières, à savoir : } LA BANQUE NATIONALE ayant une succursale à Coaticook, Demanderesse ; vs LEON ANTONI CARON, Défendeur.

Une portion de terre située en la ville de Louiseville, faisant partie du numéro sept cent soixante et six (766), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville, contenant trois cent cinquante pieds de front sur cent trente-cinq pieds de longueur, le tout plus ou moins, de mesure anglaise, borné comme suit : en front par la rue Saint-Jacques, en profondeur par Charles Caron, et des deux côtés par Jean-Baptiste Béland et autres.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière du Loup, en la ville de Louiseville le DOUZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Trois-Rivières, 7 septembre 1910.
[Première publication, 10 septembre 1910]

Shérif.
3901

Saint Camille, in the district of Saint Francis, known and designated under the number forty (40), of the twelfth range, on the plan of the cadastre and the official book of reference of the said township of Saint Camille ; to be deducted, this part at the north west extremity of the said lot, belonging to Joseph Bonhomme, measuring three acres in depth by the width of the said lot, the remainder being bounded as follows : in front to the south east by the public road, in rear to the north west by a part of the same lot, belonging to Joseph Bonhomme, on one side to the north east by lot number forty one (41), of the cadastre, belonging to Onésime Couture, and on the other side to the south west by the remainder of the lot number thirty nine (39), of the cadastre, of the twelfth range, occupied by the said defendant—with the buildings thereon erected.

2. All the rights, works and improvements of the defendant, on the lot number thirty nine (39), of the twelfth range of the said township, on the plan of cadastre and in the official book of reference of the said township of Saint Camille, excepting, however, that part of the said lot number thirty nine (39), at the north west extremity of the same, belonging also to the said Joseph Bonhomme, measuring three acres in depth by the width of the said lot, the remainder being bounded as follows : in front by the public road, in rear by part of the same lot, belonging to or occupied by the said Joseph Bonhomme, on one side by the remainder of the said lot of the cadastre number forty (40), firstly above described, belonging to the said defendant, and on the other side by the lot number thirty eight (38), of the same range, belonging to F. C. Gingras.

To be sold at the church door of the parish of Saint Camille, on the TWENTIETH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Sherbrooke, 16th August, 1910.
[First published, 20th August, 1910.]

R. A. BIRON,
Deputy Sheriff.
3602

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Three Rivers, to wit : } LA BANQUE NATIONALE having a branch at Coaticook, Plaintiff ; against LEON ANTONI CARON, Defendant.

A piece of land situate in the town of Louiseville, forming part of number seven hundred and sixty six (766), on the official plan and book of reference for the said town, containing three hundred and fifty feet in front by one hundred and thirty five feet in length, all more or less, english measure, bounded as follows : in front by Saint James street, in depth by Charles Caron, and on both sides by Jean Baptiste Béland and others.

To be sold at the church door of the parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, in the town of Louiseville, on the TWELFTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's Office, Three Rivers, 7th September, 1910.
[First published, 10th September, 1910.]

Sheriff.
3902

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 8 septembre 1910, de nommer MM. Ambroise Cartier, bourgeois, et Joseph Legault, fils de Timoléon, conseillers pour la municipalité du village de la Pointe Claire, comté de Jacques-Cartier, en vertu des dispositions de l'article 340 du code municipal. 3909

Proclamation

Canada, }
Province de } C. A. P. PELLETIER.
Québec. }

[L. S.]
GEORGES V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que M.
Assistant-Procureur-Général } C. N. Hamel,
secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des susdits statuts, transmis au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes de cette partie de la paroisse de Saint-Malachie, dans le comté de Dorchester, dans le dit diocèse catholique romain de Québec, qu'ils croient le plus convenable de détacher de la dite paroisse de Saint-Malachie, et d'annexer à la paroisse de Saint-Léon de Standon, dans le comté de Dorchester, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

La partie du dixième rang qui doit être détachée de la paroisse de Saint-Malachie, comté de Dorchester, pour être annexée à la paroisse de Saint-Léon de Standon, est bornée vers le nord-ouest et au nord par la rivière Etchemin, vers le nord-est par le No 188, au sud-est par la paroisse de Standon et un chemin public, et vers le sud-ouest par les lots Nos 183 et 182 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Malachie.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie de la paroisse de Saint-Malachie, ci-dessus décrites, qui sera et demeurera détachée de la dite paroisse de Saint-Malachie, et annexée à la paroisse de Saint-Léon de Standon.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la dite partie de la paroisse de Saint-Malachie, ci-dessus décrite, sera détachée de la dite paroisse de Saint-Malachie, et sera et demeurera annexée à la dite paroisse de Saint-Léon de Standon.

Et par les présentes, Nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie de la dite paroisse de Saint-Malachie fera partie de la dite paroisse de Saint-Léon de Standon, pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 8th September, 1910, to appoint Messrs. Ambroise Cartier, gentleman, and Joseph Legault, son of Timoléon, councillors for the municipality of the village of Pointe Claire, county of Jacques Cartier, in virtue of the provisions of article 340 of the municipal code. 3910

Proclamation

Canada, }
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Quebec. }

[L. S.]
GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS C. N.
Assistant Attorney General } Hamel, esq.,
secretary to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Quebec, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain part of the parish of Saint Malachie, in the county of Dorchester, in the said Roman Catholic Diocese of Quebec, which they think most expedient to be detached from the said parish of Saint Malachie, and to be annexed to the parish of Saint Léon de Standon, in the county of Dorchester, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

That part of the tenth range to be detached from the parish of Saint Malachie, county of Dorchester, for to be annexed to the parish of Saint Léon de Standon, is bounded on the north west and on the north by the Etchemin river, on the north east by No. 188, on the south-east by the parish of Standon and a public road, and on the south west by lots Nos. 183 and 182 of the official cadastre of the parish of Saint Malachie.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of that part of the parish of Saint Malachie, hereinbefore described, to be and remain detached from the said parish of Saint Malachie, and to be and remain annexed to the parish of Saint Léon de Standon.

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said part of the parish of Saint Malachie, above described, to be detached from the said parish of Saint Malachie and to be and remain annexed to the said parish of Saint Léon de Standon.

And We do hereby, constitute the said part of the said parish of Saint Malachie to be hereafter part of the said parish of Saint Léon de Standon, for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SIXIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent dix, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

ALEXANDRE DEMEULES,

3911 Sous-secrétaire de la province *per interim*.

Avis du Gouvernement

VENTE PUBLIQUE

De terrains à Sainte-Perpétue de l'Islet, près du Transcontinental, et de lots de village à Bras d'Apic, comté de l'Islet, et à Duguesclin (Méchant pouce), comté de Montmagny, dans les cantons Fournier, Beaubien, Bourdages.

Avis par le présent donné que VENDREDI, le TRENTE SEPTEMBRE, à DIX heures a. m., l'on procédera à la gare de l'Islet, à la vente par enchère des lots et parties de lots situés aux endroits ci-dessus, et dont on pourra voir la désignation, etc., soit au département des Terres à Québec, soit au bureau de l'agence de Montmagny.

3931

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Bedford, } *Cour Supérieure.*
No 8454.

Dame Margaret J. Grubb, du village de Knowlton, district de Bedford, épouse commune en biens de Edward W. Morgan, du même lieu, forgeron, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse :

vs

Edward W. Morgan, du même lieu,

Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 6^e jour de septembre 1910.

W. H. LYNCH,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 7 septembre 1910.

3927

CONCERNANT "L'UNION GENERALE".

La formation d'une société sous le nom de "L'Union Générale", pour les fins d'aider ceux de ses membres qui sont incapables de vaquer à aucune occupation pouvant leur rapporter profit, d'assurer une aide pécuniaire aux conjoints survivants, aux héritiers ou aux ayant-droit de ses membres décédés, au moyen de contribution par ses membres, a

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and ten, and in the first year of Our Reign.

By order,

ALEXANDRE DEMEULES,

3912 Deputy Provincial Secretary *per interim*.

Government Notices

PUBLIC SALE

Of lands at Saint Perpetue de l'Islet, near the Transcontinental, and of village lots at Bras d'Apic, county of l'Islet, and at Duguesclin (Méchant pouce), county of Montmagny, in the township of Fournier, Beaubien, Bourdages.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the THIRTIETH SEPTEMBER, at TEN o'clock a. m., the sale by auction will take place at the station of l'Islet, of the lots and portions of lots situate at the above places, and the designation, etc., etc., of which may be seen either at the Department of Lands at Quebec, or at the agency office of Montmagny.

3932

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Bedford, } *Superior Court.*
No. 8454.

Dame Margaret J. Grubb, of the village of Knowlton, district of Bedford, wife common as to property of Edward W. Morgan, of the same place, blacksmith, duly authorized to "ester en justice".
Plaintiff ;

vs

Edward W. Morgan, of the same place,

Defendant.

An action for separation from bed and board and to property was instituted in this cause, the 6th of September, 1910.

W. H. LYNCH,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 7th September, 1910.

3928

CONCERNING "L'UNION GENERALE".

The formation of an Association under the name of "L'Union Générale", for the purpose of assisting those of its members who are incapable of engaging in any profitable occupation, and of assuring pecuniary assistance to the widows, heirs or legal representatives of deceased members, by means of contributions from its members, has been authorized

été autorisée par ordre en conseil en date du 26 août 1910.

Donné conformément au paragraphe 4 de l'article 6896 des statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce huitième jour de septembre 1910.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Division des Assurances,
Département du Trésor.
Québec.

3933

by order in council dated the 26th August, 1910.

Given pursuant to paragraph 4 of article 6896 of the revised statutes of Quebec, 1909, this eighth day of September, 1910.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec.

3934

Avis de Faillites

District de Saint-François.

Re Victor Archambault, de Sherbrooke, Québec, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 2ème jour de septembre courant, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur, aux biens abandonnés du dit failli.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, dans les trente jours.

J. P. ROYER,
Curateur.

Bureau de J. P. Royer,
No 87, rue Wellington, Sherbrooke, Que.

3929

District de Beauce.

In re H. W. Adam & Cie, East Broughton, marchants, Insolubles.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 5 septembre 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 7 septembre 1910.

3915

District de Gaspé.

In re Napoléon Lefebvre, Sainte-Adélaïde de Pabos, marchand, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 2 septembre 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 7 septembre 1910.

3925

District de Québec.

In re Bernard & Ruel, Notre-Dame des Anges, marchands, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 1er septembre 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 7 septembre 1910.

3923

Bankrupt Notices

District of Saint Francis.

Re Victor Archambault, of Sherbrooke, Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 2nd of September instant, by order of the court, I was appointed curator to the abandoned estate of above named insolvent.

Creditors are requested to file their claims, duly attested at my office within thirty days.

J. P. ROYER,
Curator.

Office of J. P. Royer,
No. 87, Wellington street, Sherbrooke, Que.

3930

District of Beauce.

In re H. W. Adam, & Co., East Broughton, merchants, Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 5th September 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 7th September, 1910.

3916

District of Gaspé.

In re Napoléon Lefebvre, Sainte Adélaïde de Pabos, merchant, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 2nd September, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 7th September, 1910.

3926

District of Québec.

In re Bernard & Ruel, Notre-Dame des Anges, merchants, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 1st september 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 7th September, 1910.

3924

District de Rimouski.

In re François Sergerie, Sayabec, marchand,
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 1er septembre 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 7 septembre 1910. 3921

District de Quebec.

In re E. J. Pageau, Québec, marchand,
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 7 septembre 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 7 septembre 1910. 3919

District d'Arthabaska.

Polycarpe Lambert, Daveluyville, comté d'Arthabaska, marchand, a, le 2 septembre 1910, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district d'Arthabaska, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 8 septembre 1910. 3913

District de Chicoutimi.

In re L. N. Tremblay, Sainte-Anne de Chicoutimi, marchand,
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 6 septembre 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 7 septembre 1910. 3917

District of Rimouski.

In re François Sergerie, Sayabec, merchant,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 1st september, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 7th September, 1910. 3922

District of Quebec.

In re E. J. Pageau, Quebec, merchant,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 7th September, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 7th September, 1910. 3920

District of Arthabaska.

Polycarpe Lambert, Daveluyville, Arthabaska county, merchant, has, on the 2nd September, 1910, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Arthabaska, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 8th September, 1910. 3914

District of Chicoutimi.

In re L. N. Tremblay, Sainte Anne de Chicoutimi, merchant,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 6th September, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 7th September, 1910. 3918

**Index de la Gazette Officielle de
Québec No 36.**

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS : — Dmes Bergeron vs Hardy, 1738 ; Bélanger vs Dickson, 1637 ; Bickerdike vs Drysdale, 1738 ; Blondin vs Liboiron, 1738 ; Boisvert vs René, 1737 ; Breska vs Bloom, 1736 ; Dubé vs Morin, 1735 ; Duquette vs Tougas, 1796 ; Frank vs Cohen, 1736 ; Hainault vs Deschamps, 1739 ; Labbé vs Pelletier, 1738 ; Lacombe vs Beaudin, 1736 ; Lacroix vs Fontaine, 1736 ; Lalonde vs Sauvageau, 1739 ; Leclerc vs Lamontagne, 1735 ; Mellinson vs Brosman, 1637 ; Mercier (Dme) vs Lambert, 1735 ; Monette vs Simard, 1737 ; Séguin vs Villeneuve, 1738 ; Smallwood vs Valiquette, 1738 ; Ste. Marie vs Fournier, 1737 ; Tremblay vs Tremblay, 1796 ; Vachon vs Gagné, 1737.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Dme Grubb vs Morgan, 1776 ; Dme Welsh vs Cutter, 1737.

ANNONCEURS : —Avis aux :—Concernant avis, etc., 1719.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :— Assemblée législative, 1733 ; Conseil législatif, 1731.

BILLS PRIVÉS :—Avis au sujet des : — Chambre des Communes, 1730.

FAILLIS : — Adam & Cie, 1777 ; Archambault, 1777 ; Bernard & Ruel, 1777 ; Bissonnette, 1739 ; Constantin, 1740 ; Fickler & Co, 1740 ; Lambert, 1778 ; Lefebvre, 1777 ; Lapalme, 1740 ; Lessard, 1739 ; McWhirter, 1739 ; Pageau, 1778 ; Secoufs, 1740 ; Sergerie, 1777 ; Tremblay, 1778 ; Viau, 1739.

FORMATION DE Sociétés :— Union Générale, 1776.

LETTRES PATENTES :— Beaudin & Cie, incorporés, 1724 ; J. S. Murray Incorporated, 1721 ; La Cie d'Immeubles Le Foyer, 1722 ; La Cie Nationale Manufacturière de Pianos, 1730 ; Le prêt populaire limité, 1723 ; Michigan Asbestos & Chrome Coy, 1725 ; Montreal Garage Ltd, 1727 ; Unique Theatre & Film Exchange Coy, Ltd, 1728.

LIQUIDATION :— La Cie Gilbert, limitée, 1697.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :— Demande d'annexer ou d'ériger, etc. :— Divers lots de la paroisse Saint-Raymond au village Saint-Raymond, comté de Portneuf, 1740 ; Divers lots de municipalité d'Inverness, à Leeds, comté de Mégantic, 1721.

NOMINATIONS :— Commissaires d'écoles :— St-Joseph de Sorel, 1719 ; St-Joseph de Lévis, 1720 ; St-Alphonse de Caplan, 1719.

Conseillers :— De la municipalité du village de la Pointe-Claire, 1775.

Syndics d'écoles :— Saint-Remi d'Amherst, 1720 ; Sorel, Richelieu, 1720.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT : — Téléphore Brassard, 1730.

PROCLAMATIONS : — Convocation des Chambres, 1720 ; Saint-Léon de Standon, 1775.

VENTE PUBLIQUE : — Département des Terres et Forêts, 1776.

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 36.**

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :— Dmes Bergeron vs Hardy, 1738 ; Bélanger vs Dickson, 1637 ; Bickerdike vs Drysdale, 1738 ; Blondin vs Liboiron, 1738 ; Boisvert vs René, 1693 ; Breska vs Bloom, 1736 ; Dubé vs Morin, 1735 ; Duquette vs Tougas, 1796 ; Frank vs Cohen, 1786 ; Hainault vs Deschamps, 1739 ; Labbé vs Pelletier, 1738 ; Lacombe vs Beaudin, 1736 ; Lacroix vs Fontaine, 1736 ; Lalonde vs Sauvageau, 1739 ; Leclerc vs Lamontagne, 1735 ; Mellinson vs Brosman, 1737 ; Mercier (Dme) Lambert 1735 ; Monette vs Simard, 1692 ; Séguin vs Villeneuve, 1738 ; Smallwood vs Valiquette, 1738 ; Ste. Marie vs Fournier, 1737 ; Tremblay vs Tremblay, 1796 ; Vachon vs Gagné, 1737.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD : — Dme Grubb vs Morgan, 1776 ; Dme Welsh vs Cutter, 1737.

ADVERTISERS :— Notice to :—Respecting notices, &c, 1719.

PRIVATE BILLS. P. Q. :— Notices respecting the :— Legislative Assembly, 1733 ; Legislative Council, 1731.

PRIVATE BILLS :— Notice respecting the : — House of Commons, 1730.

INSOLVENTS : — Adam & Cie, 1777 ; Archambault, 1777 ; Bernard & Ruel, 1777 ; Bissonnette, 1739 ; Constantin, 1746 ; Fickler & Co, 1740 ; Lambert, 1778 ; Lefebvre, 1777 ; Lapalme, 1740 ; Lessard, 1739 ; McWhirter, 1739 ; Pageau, 1778 ; Secours, 1740 ; Sergerie, 1777 ; Tremblay, 1778 ; Viau, 1739.

FORMATION OF Society :— Union Générale, 1766.

LETTERS PATENT : — Beaudin & Cie, incorporés 1724 ; J. S. Murray Incorporated, 1721 ; La Cie d'Immeubles Le Foyer, 1722 ; La Cie Nationale Manufacturière de Pianos, 1730 ; Le prêt populaire, limité, 1723 ; Michigan Asbestos & Chrome Coy, 1725 ; Montreal Garage Ltd, 1727 ; The Unique Theatre & Film Exchange Coy, Ltd, 1728.

LIQUIDATION :— La Cie Gilbert, limitée, 1697.

SCHOOL MUNICIPALITY :— Application to annex or to erect, &c. :—Several lots of the parish Saint Baymond to the village of Saint Raymond, county of Portneuf, 1730 ; Several lots of municipality of Inverness, to Leeds, county of Megantic, 1721.

APPOINTMENTS :— School Commissioners :—St-Joseph de Sorel, 1719 ; St-Joseph de Lévis, 1720 ; St-Alphonse de Caplan ; 1719.

Councillors :— Of the municipality of the village of Pointe Claire, 1775.

School Trustees :— Saint Remi d'Amherst, 1720 ; Sorel, Richelieu, 1720.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER — Téléphore Brassard, 1630.

PROCLAMATIONS : — Parliament convoked, 1720 ; Saint-Léon de Standon, 1775.

PUBLIC SALE :— Department of Lands and Forests, 1776.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA : — Duclos, vs Rocheleau et al, 1741.

BEAUCE :—Dionne et al vs Champagne, 1742.

BEDFORD : — The Eastern Township's Bank vs Marsan et al, 1742 ; The Royal Bank of Canada vs Marquis, 1742.

CHICOUTIMI : — Simoneau vs Lessard, 1743.

KAMOURASKA .—Taché et al vs Marquis, 1743.

MONTRÉAL :—La cité de Montréal vs Divers, 1746 ; Levesque, failli, 1744 ; Paradis (Dme) vs Ruel, 1744.

OTTAWA : —Massey-Harris Co vs Carpentier, 1773.

RICHELIEU :—Salvas vs Lambert, 1773.

SAINT-FRANÇOIS :—Johargi vs Lizotte, 1773.

TROIS RIVIÈRES : La Banque Nationale vs Caron, 1774.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Duclos vs Rocheleau et al, 1741.

BEAUCE :—Dionne et al vs Champagne, 1742.

BEDFORD : — The Eastern Township's Bank vs Marsan et al, 1742 ; The Royal Bank of Canada vs Marquis, 1742.

CHICOUTIMI : — Simoneau vs Lessard, 1743.

KAMOURASKA :—Taché et al vs Marquis, 1743.

MONTREAL :—The city of Montreal vs Divers, 1746 ; Levesque, insolvent, 1744 ; Paradis (Dme) vs Ruel, 1744.

OTTAWA : —Massey-Harris Co vs Carpentier, 1773.

RICHELIEU :—Salvas vs Lambert, 1773.

SAINT FRANCIS :—Johargi vs Lizotte, 1773.

THREE RIVERS : — La Banque Nationale vs Caron, 1774.